

RAPPORT DE GESTION EXERCICE 2017







SOMMAIRE

Rapport de l'activité de l'année 2017 du Conseil d'administration de l'Assemblée générale du 20 juin 2018

1. Capital social des associés publics au 31 décembre 2017.....	p.4
2. Synthèse des principaux événements.....	p.5
3. Evolution de l'emploi.....	p.6
4. Les résultats environnementaux.....	p.8
5. Les résultats des entreprises liées et avec lesquelles il existe un lien de participation.....	p.8
6. Rapport annuel du comité de rémunération.....	p.17
7. Les résultats financiers.....	p.13
Rapport financier.....	p.16



> **Le Conseil d'administration de Tibi de gauche à droite :** Mahmut Dogru, Dominique Grenier (Vice-Président), Guy Tonnelier (Vice-Président), Véronique Lejeune, Serge Bangisa, Béatrice Nouwens, Philippe Teller (Directeur technique), Tim Kairet, Pierre Loriaux (Directeur administratif), Albert Frère, Dominique Fotia, David Jadoul, Nathalie Cattalini, Françoise Daspremont (Présidente), Jacques Vanrossomme, Olivier Bouchat (Directeur général), Philippe Charlier, Gérard Monseux, Guy Wautelet, Maxime Sempo.

Rapport de l'activité de l'année 2017 du conseil d'administration à l'assemblée générale du 20 juin 2018

1. Capital social des associés publics au 31 décembre 2017

Capital social des associés publics au 31 décembre 2017

Parts sociales de catégorie A

AISEAU-PRESLES	9.554 parts sociales
ANDERLUES	11.421 parts sociales
CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT	14.511 parts sociales
CHARLEROI	112.153 parts sociales
CHATELET	20.039 parts sociales
COURCELLES	15.858 parts sociales
FARCIENNES	7.022 parts sociales
FLEURUS	22.316 parts sociales
FONTAINE-L'ÉVEQUE	10.835 parts sociales
GERPINNES	6.616 parts sociales
HAM-SUR-HEURE/NALINNES	5.253 parts sociales
LES BONS VILLERS	8.106 parts sociales
MONTIGNY-LE-TILLEUL	4.479 parts sociales
PONT-A-CELLES	15.352 parts sociales

Part sociale de catégorie B

IGRETEC	1 part sociale
ISPPC	1 part sociale
CPAS de Charleroi	1 part sociale
CPAS d'Aiseau-Presles	1 part sociale
CPAS d'Anderlues	1 part sociale
CPAS de Châtelet	1 part sociale
CPAS de Courcelles	1 part sociale
Zone de Secours Hainaut Est	1 part sociale

Part sociale de catégorie C

CHARLEROI « Secteur 2 - Propreté »	1 part sociale
------------------------------------	----------------

2. Synthèse des principaux évènements

2.1. L'année 2017 est la première année du Plan stratégique triennal approuvé par l'Assemblée Générale en décembre 2016. Celui-ci s'inscrivait dans un contexte budgétaire tendu avec la réduction de nombreux subsides et l'augmentation de certaines taxes, mais également dans la continuité du cheminement vers l'Excellence et de la bonne gouvernance et ce, afin de respecter les enjeux fixés par le nouveau Plan Wallon des Déchets-Ressources.

2.2. Cette stratégie qui s'articule sur 4 axes (rationalisation et optimisation des processus, bien-être et sécurité du personnel et des usagers, amélioration au meilleur coût de la qualité du service, ambition de tendre vers l'Excellence) et donc allie développements ambitieux, optimisation des ressources et orientation clients a séduit, en 2017, un partenaire public supplémentaire, à savoir le CPAS de Courcelles, portant ainsi le nombre de conventions de déssaisissement à 22.

2.3. Malgré la baisse des subsides régionaux pour la prévention, l'intercommunale a poursuivi sa stratégie d'une approche intégrale (réduction, réutilisation, recyclage, respect de l'espace public) avec pour finalité la réduction des déchets résiduels produits par habitant et par an. Il s'est agit, seul ou en collaboration avec d'autres intercommunales ou communes associées, de campagnes de sensibilisation générales (spots de prévention, expositions, rencontres citoyennes, conférences-débat, évènements à thème, ...), d'actions de sensibilisation d'acteurs spécifiques (maraichers, organaisateurs d'évènements, ...), ainsi que du développement d'outils didactiques.

Dans les faits marquants, il faut noter l'accompagnement des habitants participant à l'expérience pilote de collecte de déchets résiduels en conteneurs groupés et des déchets organiques en sac biodégradables. Ce faisant et grâce également à l'utilisation de nouvelles technologies d'information et de communication, nous avons pu sensibiliser plus de 50.000 personnes directement.

2.4. Dans une volonté de rayonnement, l'intercommunale a souhaité partager sa culture d'entreprise ainsi que sa vision stratégique au travers d'un nouveau film d'entreprise qui a été récompensé d'un Green Award d'or au festival international du film d'entreprise de Deauville.

L'expertise de l'intercommunale est également reconnue au travers d'accords de coopération internationale comme celui avec le CTB qui a donné lieu à des missions ponctuelles en Algérie.

2.5. La Ressourcerie du Val de Sambre ne cesse d'accroître son activité avec plus de 9.600 interventions au domicile des ménages représentant plus de 1.800 tonnes collectées en 2017. Année 2017 durant laquelle 3 nouvelles communes ont également décidé de rejoindre le dispositif de collecte de la Ressourcerie rendant ainsi le service disponible pour plus de 365.000 habitants répartis sur un total de 11 communes.

2.6. Le plus grand atout de l'intercommunale étant son personnel, il est fondamental d'avoir des agents parfaitement formés et motivés. C'est à cette fin que le groupe de mobilisation a été créé et a initié des actions internes tels que le journal d'entreprise, la revue de presse quotidienne, la journée du personnel ou la journée d'accueil des nouveaux engagés. Parallèlement des formations à l'accueil en recyparc et en leadership ont permis aux agents d'améliorer leurs compétences relationnelles et opérationnelles. L'implication plus grandes des agents dans l'atteinte des objectifs de l'organisation s'observe d'ailleurs au travers du baromètre de mobilisation réalisé en mai 2017 qui montre une nette progression (7 à 10 %) par rapport aux résultats de 2014.

2.7. 2017 a également été l'année des grands chantiers en matière de gestion des prestations et de la paie avec le changement de secrétariat social (marché public) et leurs logiciels inhérents (paie et pointage).

2.8. L'outil informatique a continué d'évoluer dans son rôle de support à l'efficacité des métiers de l'intercommunale. A cette fin, divers logiciels ont été améliorés, développés ou implémentés (gestion des interventions de maintenance l'UVE, gestion des marchés publics, gestion des instances, ...). Afin de responsabiliser tous les chefs de service au contrôle budgétaire, un logiciel de Business Intelligence a également été couplé aux logiciels d'achat et comptable.

2.9. En anticipation de la nouvelle réglementation européenne sur la vie privée (RGPD) qui entrera en vigueur en mai 2018, le Comité de Gestion de la Sécurité Informatique, mis en place en 2016, a continué à se réunir. Les premières mesures qui ont été implémentées en 2017 ont

consisté en la mise en conformité des principaux processus de traitements des données des citoyens et en campagnes de sensibilisation pour les agents.

2.10. En ce qui concerne le charroi, une attention particulière a été portée aux équipements de sécurité ainsi qu'à l'efficacité énergétique. Dans cette perspective, le Conseil d'Administration en sa séance du 6 décembre 2017, a approuvé l'acquisition de deux camions alimentés au CNG. En cas de résultats concluants du test, le CNG sera déployé sur l'ensemble de la flotte. Une station CNG sera, en outre, intégrée dans l'aménagement en cours du site du pôle environnemental.

2.11. Dans le cadre du projet « Village du recyclage », le pôle environnemental fait l'objet d'un vaste réaménagement. Il s'agit dans un premier temps de la dépollution des terres par la Spaque, puis de la construction d'une voirie pour permettre l'accessibilité à d'autres partenaires du recyclage, et pour finir la construction d'une extension pour regrouper les services collecte et propreté. D'autres sites de l'Intercommunale ont également été rénovés ou sont en cours de rénovation actuelle ou future (Recyparcs de Pont-à-Celles, d'Anderlues et de Farciennes/Aiseau-Presles).

2.12. Afin de répondre au souhait du Ministre Di Antonio, un travail collaboratif au sein de la Copidec a mené à une gestion plus performante des fractions accueillies et des accès aux recyparc, gestion supportée par une amélioration continue du logiciel et du matériel de contrôle et de mesure. La récolte du verre plat et des plastiques durs a été étendue à 5 recyparcs.

2.13. L'analyse initiée en 2015/2016 par le bureau d'études Comase a mis en évidence la valeur ajoutée d'intercommunaliser certaines missions de propreté publique. Malgré l'intérêt marqué de 9 communes et comme l'étude préconisait de phaser cette mutualisation, il a été décidé de commencer, début 2018, avec le centre-ville (balayage mécanisé et manuel) et l'extra-ring (balayage mécanisé) de Charleroi. Les autres communes ayant manifesté leur intérêt seront adressées en 2019. Cette phase a nécessité, dès 2017, le changement de statuts ainsi, qu'afin d'optimiser le budget, le transfert de matériel et d'agents de la ville vers l'intercommunale.

2.14. Diverses adaptations techniques et organisationnelles, ont permis au centre de tri

Valtris de traiter 22.000 tonnes de PMC tout en respectant les limites de résidus non-recyclable après tri telles qu'édictées par Fost Plus, ce qui a permis d'atteindre l'équilibre financier escompté.

2.15. Parallèlement à la modernisation de l'Unité de Valorisation Énergétique, deux assistants à maîtrise d'ouvrage vont être désignés afin d'avancer avec le prétraitement des déchets organiques et la mise en place d'un réseau de chaleur.

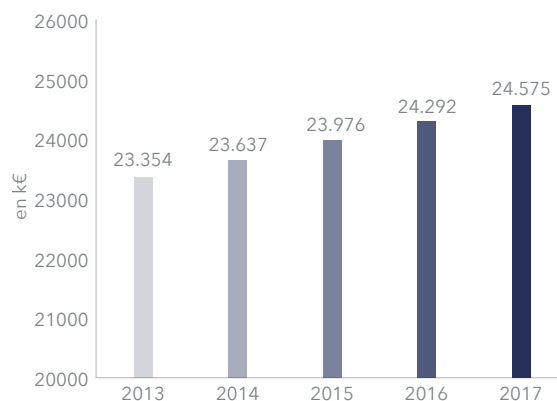
2.16. En 2017, l'intercommunale a étudié la faisabilité d'implanter un Centre d'immersion interactif et touristique afin de réconcilier les actions de prévention au sein d'une réalité industrielle que représente la valorisation des déchets, connectée au respect de l'environnement au sens large. De cette étude, est né le projet du Parc Lavoisier pour lequel une demande de subvention sera sollicitée au Commissariat Général du Tourisme en 2018.

2.17. En 2017, l'ICDI conduit une large réflexion sur l'identité de l'institution, et plus particulièrement, sur l'adéquation entre son nom, l'ICDI, et ses valeurs et missions qui ont fortement évolué ces dernières années. Nous avons été accompagnés dans cette réflexion par l'agence Minale Design Strategy, qui a réalisé près de 50 interviews de parties prenantes ainsi qu'une étude de notoriété auprès de la population. Ces perceptions et l'analyse de nos fondamentaux identitaires ont rendu évident le fait qu'il fallait opter pour un changement d'identité. En effet, l'analyse a révélé que si l'ICDI apparaît comme une entreprise très connue, elle n'est connue du citoyen que pour une infime partie de ses missions. La grande majorité de ses missions et métiers sont méconnus car le nom actuel limite leur expression. L'ICDI est en outre enfermée dans son acronyme désuet « Intercommunale de Collecte et de Destruction des Immondices », qui correspondait à la réalité de la gestion des déchets en 1948, lors de la création de l'intercommunale, mais qui ne correspond plus du tout au modèle de gestion intégrée des déchets actuelle. Il ne s'agit plus de « détruire les immondices » mais de « réduire, réemployer, recycler, valoriser, transformer les déchets devenus ressources ». Nous devons donc construire une nouvelle identité pour finaliser la métamorphose profonde par laquelle l'ICDI est passée ces dernières années, pour révéler l'ensemble de nos missions mais également pour pouvoir renforcer notre proximité, notre relation avec le citoyen et nous positionner

comme un partenaire de la qualité de leur cadre de vie. La nouvelle identité de l'intercommunale a été dévoilée le 15 janvier 2018. Tibi, un nom facile à retenir, lisible, généreux, sympathique à l'image de notre personnel; un nom tourné vers l'avenir; un nom aligné sur notre vision et qui va nous permettre de révéler l'ensemble de nos missions, un nom qui donne du sens à nos actions au profit de l'amélioration du cadre de vie, puisqu'il signifie « pour toi » et « avec toi » en latin.

Tableau de tenue des réunions en 2017

Conseils d'administration	9
Comités de gestion	20
Comités de concertation et/ou négociation	9
Comités de Prévention et Protection du Travail	8
Comités de gestion de la Sécurité de l'Information	5
Réunions d'encadrement	10



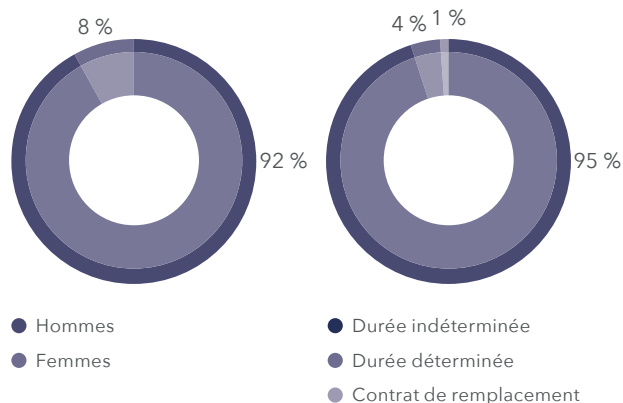
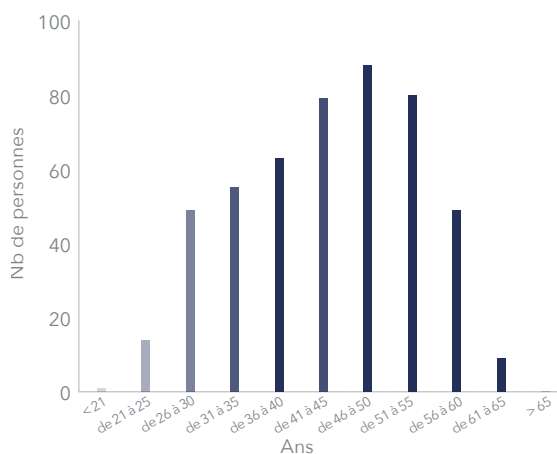
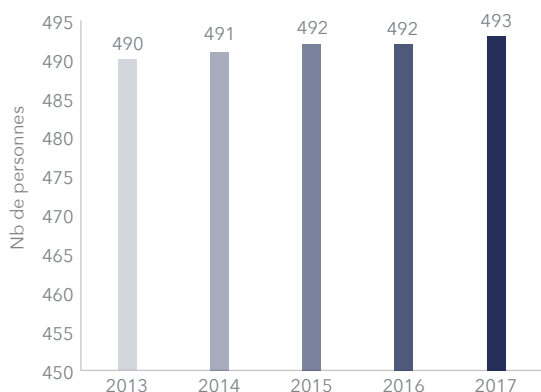
Pour ce qui concerne l'exercice 2017, l'effectif disponible correspond à 493 ETP avec un montant de frais de personnel de 24.575 k€.

On peut également préciser que la tranche d'âge la plus représentée est celle de 46 à 50 ans, que notre personnel est majoritairement masculin, et que la majorité de nos contrats sont à durée indéterminée.

3. Évolution de l'emploi - organigramme fonctionnel - plan stratégique

3.1. Evolution du volume de l'emploi

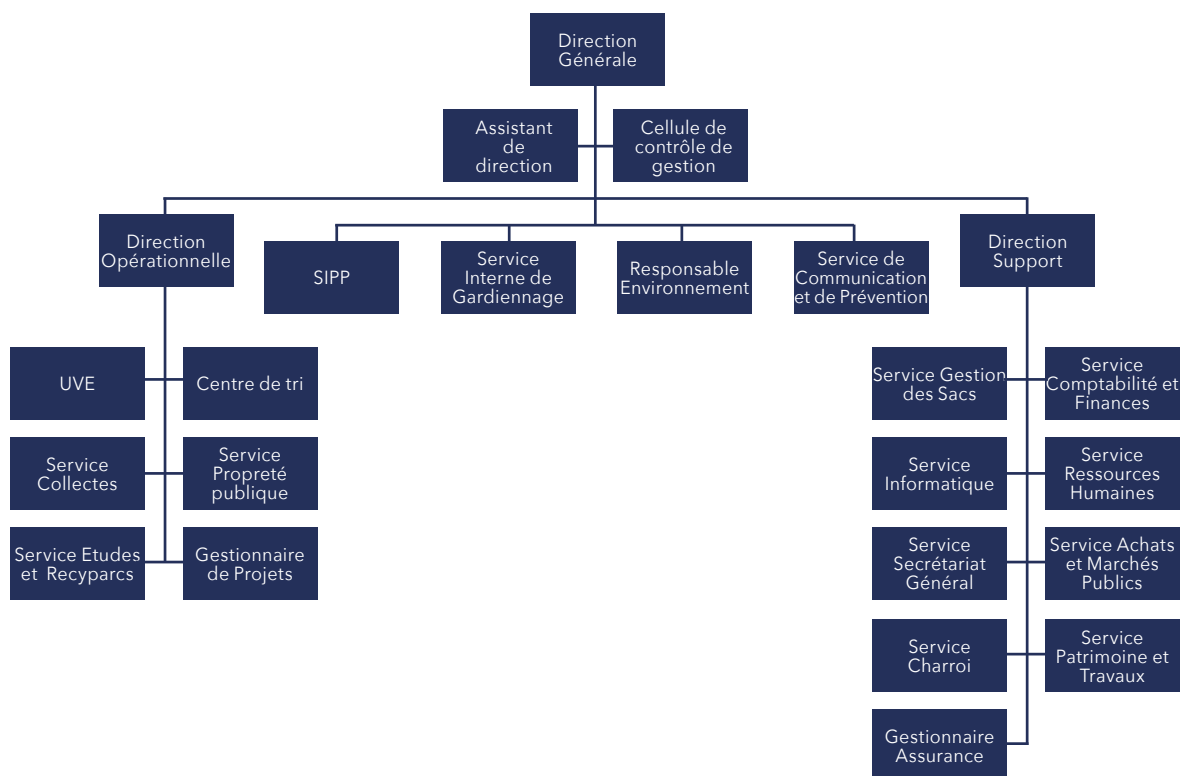
Les données reprises dans le graphique ci-dessous concernent le nombre de travailleurs présents en paie au 31 décembre de l'année.



3.2. Evolution des frais de personnel

Les frais de personnel évoluent par rapport aux exercices précédents en fonction des évolutions naturelles de carrières prévues par la RGB, le renforcement nécessaire du cadre pour répondre à l'évolution des besoins ainsi que le processus de nomination.

3.3. Organigramme fonctionnel au 31 décembre 2017



3.4. Plan stratégique 2017-2019

Les lignes de développement ainsi que le plan financier pluriannuel y afférentes sont détaillées dans le plan stratégique 2017-2019 tel qu'approuvé par l'Assemblée Générale du 21 décembre 2016. Ce document est consultable sur le site internet de l'intercommunale de même que le document portant sur sa première évaluation du plan stratégique.

en 2017 : la quantité franchit un nouveau seuil en se fixant à 170 kg/an/habitant. Ce nouveau bon résultat provient cette année principalement des résultats obtenus sur les communes de Charleroi, Châtelet et, dans une moindre mesure, Fleurus, dont les quantités avaient fortement augmenté entre 2015 et 2016, et qui retrouvent un niveau plus faible en 2017. Les quantités récoltées sur les 8 communes de la zone ayant adopté le système de collecte par conteneurs à puce restent largement inférieures à celles des autres communes.

4. Les résultats environnementaux

4.1. Déchets ménagers

Le citoyen de la zone intercommunale a généré en moyenne, en 2017, 459 kg/an/habitant de déchets ménagers, soit une diminution de près de 9 kg/an/habitant par rapport à 2016. Cette baisse est liée à la diminution des apports de déchets en recyparcs, ainsi que des quantités d'ordures ménagères résiduelles.

La diminution de la production des ordures ménagères résiduelles continue à se confirmer

Le taux de collecte sélective reste fixé à 63 % en 2017, soit légèrement inférieur à l'objectif 2025 du taux de recyclage des déchets ménagers fixé à 68 % par le Gouvernement wallon dans son Plan Wallon des Déchets - Ressources.

4.2. Déchets en provenance des recyparcs

La quantité de déchets collectée dans les recyparcs diminue de 3 % en 2017 par rapport à 2016 pour atteindre 212 kg/an/habitant avec 89.551 tonnes de déchets collectés. Cette tendance est générale mais particulièrement marquée pour

les déchets verts (- 15 %); les seules exceptions concernent les flux d'encombrants, bois, plastiques durs et de déchets de frigolite/EPS et films plastiques.

4.3. Déchets collectés sélectivement en porte-à-porte

Il s'agit en l'occurrence du verre, du papier/carton, du PMC et, depuis mai 2011, de la fraction fermentescible des ordures ménagères (FFOM). Les quantités de papier/carton récoltées en porte-à-porte et en recyparcs diminuent depuis plusieurs années, ce qui peut être lié à l'utilisation plus fréquente de supports numériques, mais également à l'existence de collectes parallèles non autorisées.

Le verre suit cette année la tendance observée pour le papier/carton, avec une diminution des quantités collectées, tant en porte-à-porte qu'en recyparcs.

Pour le PMC, la diminution constatée en recyparcs est compensée par l'augmentation des quantités collectées en porte-à-porte.

Parallèlement, les quantités de FFOM collectées sélectivement sont conformes aux résultats attendus et atteignent une moyenne de 32 kg par an et par habitant sur les communes actives dans le système de collecte par conteneurs à puce. A noter que les quantités récoltées sur Ham-sur-Heure/Nalinnes, 27 kg par an et par habitant, augmentent en 2017 mais restent inférieures aux résultats constatés sur les autres communes.

5. Les résultats des entreprises liées et avec lesquelles il existe un lien de participation

Les entreprises dans lesquelles l'intercommunale détient des parts ou des actions présentent les résultats suivants :

5.1. VALTRIS sclr

Objet: L'entreprise constituée le 12 janvier 2012 est active dans le tri des déchets, principalement PMC, et est détenue par les trois intercommunales pures de gestion des déchets que sont BEP Environnement, InBW et Tibi.

Nombre de parts détenues : 5.560 parts sociales d'un montant unitaire de 100 €, soit 556.000 €

sur un montant total de 558.000 €, soit encore 99,64 % du capital social.

Résultat 2017 : L'entreprise a traité un total de 21.897 tonnes de PMC provenant de Tibi pour 29,93 %, du BEP Environnement pour 40,47 %, de 28,20 % pour l'InBW ainsi que pour les entreprises à raison de 0,91 % et pour AIVE à hauteur de 0,49 %. Le tonnage trié en 2016 était de 21.661 tonnes, l'année 2017 présente donc une augmentation de 236 tonnes en plus que l'année 2016. Cette augmentation de tonnage trouve principalement son origine dans les nouveaux apports de l'AIVE depuis octobre 2017 à raison de 108,32 tonnes. La clôture de l'exercice présente un résultat positif d'un montant de 10.108,11 €. Ce résultat positif résulte principalement de :

- > D'un accord final sur la réalisation de travaux d'optimisation du centre de tri sous l'égide de deux conciliateurs agréés ayant permis un consensus acceptable pour toutes les parties;
- > Du tri des PMC issus des entreprises.

5.2. COPIDEC sclr

Objet: La COPIDEC est la Conférence Permanente des Intercommunales wallonnes de gestion des Déchets. Cette entreprise constituée le 17 octobre 2013, exécute des missions d'intérêt général et de représentation pour des questions communes relatives à la défense de leurs activités et étudie toute question technique relevant du domaine de la collecte, du traitement ou de la valorisation de déchets.

Nombre de parts détenues: 50 parts sociales d'un montant de 100 €, soit 5.000 € sur un montant total de 35.000 €, soit encore 14,3 % du capital social.

Résultats 2017 : Tenant compte des diverses mesures prises tant par le gouvernement fédéral que wallon impactant les finances des intercommunales, la Copidec a accompagné ses affiliés pour chiffrer l'impact de ces mesures pour ses membres.

L'attention de la COPIDEC a été mobilisée par la volonté ministérielle d'harmoniser les conditions d'accès aux recyparcs et d'y autoriser l'entrée des PME aux coûts réels et complets. La COPIDEC a également étudié et remis des avis sur les diverses propositions reprises dans le projet de Plan Wallon des Déchets - Ressources.

Le Conseil d'administration de la COPIDEC a arrêté les comptes 2017 en date du 25 avril 2018. Sous réserve de son approbation par l'Assemblée générale, le total du bilan s'élève à 250.027 € avec un bénéfice de l'exercice à affecter après impôts de 243 €.

5.3. LRVS sclr

Objet: La Ressourcerie du Val de Sambre a été constituée en date du 26 décembre 2012 et est active dans les métiers de la collecte, du tri, du traitement, du réemploi, de la réutilisation et/ou du recyclage de déchets ainsi que la réparation, la restauration, la vérification, le relookage et tout acte de mise en valeur d'objets en fin de vie ou usagés. Elle est détenue à parts égales par les acteurs publics que sont Tibi, IGRETEC et le CPAS de Charleroi.

Nombre de parts détenues: 46 parts sociales d'un montant unitaire de 150 €, soit 6.300 € sur un montant total 18.900 €, soit encore 33 % du capital social.

Résultats 2017 : Pour son cinquième exercice, l'entreprise a traité 1.826 tonnes de déchets encombrants collectés au domicile des ménages sur 11 communes représentant plus de 365.000 habitant, soit trois communes supplémentaires par rapport à 2016 (Montigny-le Tilleul, Châtelet et Fontaine l'Evêque). Le tonnage ainsi traité par rapport à 2016 permet de dégager un chiffre d'affaires de 659.134,48 € pour un bénéfice de 137.522,90 €. Au terme de l'affectation du résultat de l'exercice, la valeur des fonds propres est de 262.528,46 €.

5.4. RECYMEX sa

Objet: L'entreprise constituée le 22 décembre 1995 est active dans le domaine du recyclage des déchets inertes ainsi que dans les matières gravitantes autour de la gestion des terres de déblais. Elle exploite deux centres de recyclage, l'un situé à Saint-Ghislain et l'autre à Farciennes dans la zone d'activités économiques du DRIA. Elle est détenue par des entreprises privées et publiques actives dans le domaine de la construction et du secteur du déchet.

Nombre d'actions détenues: 5.360 parts représentatives soit 13,40 % du capital social de 991.574 € à la date de constitution de l'entreprise. Suivant la publication bilantaire du 31/12/2016 et

tenant compte que les fonds propres sont positifs à raison de 1.655.821,00 €, la valeur intrinsèque d'une action correspond à 41,40 € soit, une plus-value pour Tibi non exprimée de 70.358,19 € par rapport à la valeur globale de la souscription.

Résultats 2017 : Le Conseil d'administration de RECYMEX n'a, à ce jour, pas arrêté les comptes 2017. Sous réserve de son approbation par l'Assemblée générale, le chiffre d'affaires réalisé sur l'exercice 2017 se chiffre à 3.526.664 € avec un bénéfice de l'exercice à affecter de 34.160 €.

5.5. GIE Sambre Compost

Objet: Le Groupement d'Intérêt Economique constitué le 15 juin 2005 est actif dans le domaine du traitement des déchets verts de ses membres, la commercialisation du compost ainsi que toutes les prestations de services dans le prolongement de l'activité de ses membres. Le groupement assure l'exploitation d'un centre de compostage de matières organiques sur le site du Port de Bonne Espérance à Farciennes.

Nombre d'actions détenues: S'agissant d'un Groupement d'Intérêt Economique, aucun capital social n'a été constitué. Cependant, un Règlement d'Ordre Intérieur précise qu'en cas de résultat positif, le bénéfice est attribué aux membres au prorata suivant: SEDE: 97 % et Tibi: 3 %.

Activité et résultats 2017 : Les quantités de déchets verts traitées sur le site ont été de 25.298 tonnes (28.375 tonnes en 2016). La diminution de tonnage (+/- 12 %) observée par rapport à 2016 s'explique principalement par les conditions climatiques plus défavorables à la croissance végétale. Le résultat de l'exercice arrêté au 31/12/2017 se chiffre à 20.343,16 € pour un chiffre d'affaires de 758.255,69 €.

5.6. BIVALOR

Objet: L'unité de tri-broyage des bois et encombrants du BEP Environnement à Floreffe fait l'objet, depuis le 27 octobre 2010, d'une collaboration structurée entre les deux intercommunales sous la forme d'une société interne dénommée BIVALOR.

Nombre d'actions détenues: S'agissant d'une société interne, aucun capital social n'a été, ni souscrit, ni libéré. Cependant, un rapport d'activité est établi chaque année.

Activité et résultats 2017 : En 2017, BIVALOR a géré 37.229,63 tonnes de bois brut (35.772,52 tonnes en 2016) dont 11.826,04 tonnes en provenance de la zone Tibi. BIVALOR permet à Tibi une réduction sensible de la charge de traitement des bois collectés dans les recyparcs par rapport au prix du marché. C'est ainsi que le prix de revient à la tonne traitée pour 2017 est de 56,98 €/tonne hors subsides et de 53,87 €/tonne subsides compris. Le résultat de l'exercice arrêté au 31/12/2017 se chiffre à -2.005.534,08 € pour un chiffre d'affaires de 377.446,50 €.

6. Rapport annuel du comité de rémunération

Le contenu de la mission du Comité de Rémunération a été modifié par le Décret du 29 mars 2018. L'article L1523-17 §2 nouveau du CDLD dispose que « Le Comité de Rémunération établit annuellement et approuve un rapport d'évaluation écrit portant sur la pertinence des rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non accordés aux membres des organes de gestion et aux fonctions de direction au cours de l'exercice précédent ainsi que sur la politique globale de la rémunération. Il émet des recommandations au Conseil d'administration. Il propose au Conseil d'administration, une justification circonstanciée des rémunérations autres que les simples jetons de présence. Ce rapport est transmis au Conseil d'administration et est annexé au rapport de gestion établi par les administrateurs en vertu de l'article L1523-16, alinéa 4. ».

6.1. Informations générales

Pour préciser le contexte dans lequel la Présidente, les Vice-Présidents, les membres du Comité de gestion, les administrateurs(trices) et les personnes exerçant des fonctions de direction sont appelés à exécuter leurs missions, il apparaît utile de rappeler quelques données représentatives de l'activité de l'intercommunale.

Les chiffres relatifs à l'exercice comptable 2017 n'ont pas encore été arrêtés par le Conseil d'administration. Ils se ventilent comme suit :

Total ventes et prestations (70/74) au 31/12/2017	16.735.852,05 €
Personnel (ETP) au 31/12/2017	493
Capital souscrit au 31/12/2017	6.532.589,53 €

6.2. Pertinence des rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, accordés aux membres des organes de gestion

Les montants repris ci-après des indemnités de fonction attribuées aux Président(e), Vice-Présidents, membres du Comité de gestion et administrateurs(trices) ont été arrêtés par l'Assemblée générale du 26 juin 2013. Ils ont été arrêtés en fonction des coefficients liés à la population, au chiffre d'affaires, au personnel occupé et ce, dans le respect des plafonds autorisés par l'AGW du 20/12/2007.

	Nombre	Emoluments mensuels bruts	Emoluments annuels bruts	Montant global brut payé
Président	1	2.100 €	25.200 €	25.200 €
Vice-Présidents	2	1.550 €	18.600 €	37.200 €
Membres du Comité de gestion	3	1.250 €	15.000 €	45.000 €
Administrateurs - jetons de présence	19	150 €	-	18.150 €
TOTAL				125 550 €

6.3 Pertinence de la politique globale de rémunération du personnel

En octobre 2006, l'intercommunale a débuté un processus de révision barémique en vue d'appliquer à l'ensemble du personnel les principes de la Révision Générale des Barèmes à partir du 01/05/2007. Le 2/4/2009, elle décidait d'adhérer au Pacte pour une fonction publique solide et solidaire. Un Statut Administratif reprenant les carrières ouvrière, administrative, technique et spécifique a été mis en place en septembre 2011. Parallèlement, divers protocoles d'accord prévoyaient l'octroi de primes conditionné à certaines prestations particulières (par exemple des travaux insalubres, des travaux pénibles, des gardes, ...).

En 2017, l'intercommunale a, en accord avec les organisations syndicales, approuvé un Statut administratif et pécuniaire regroupant le statut administratif de 2011 et les différents protocoles d'accord relatifs aux primes. En 2018, il est prévu de revoir les modalités d'octroi de l'ensemble des primes en vue de les harmoniser et de simplifier le régime pécuniaire. Face à la difficulté de recruter des profils plus qualifiés, il est également envisagé d'initier une réflexion sur une révision salariale des postes d'encadrement.

6.4 Pertinence des rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, accordés aux fonctions de direction

La masse salariale globale annuelle brut du staff de direction, composé du Directeur général (fonction dirigeante locale), des Directeurs et des Chefs de service de niveau A3 (organigramme) s'élève à 1.132.098,28 € (13,8 agents) et se décompose comme suit :

Total rémunération annuelle	1.105.883,61 €
Total avantages extralégaux*	26.214,67 €
Total	1.132.098,28 €

Le niveau de rémunération du Directeur général correspond au grade A8 de la RGB et respecte le montant annuel maximum brut de rémunération liée à la fonction dirigeante locale telle que définie à l'annexe 4 du Décret du 29 mars 2018 (plafond de 255.211 € brut).

Tous les mandats exercés par les membres du staff de direction le sont à titre gratuit.

* Càd les avantages définis selon l'article 82 du Décret du 29 mars 2018

7. Les résultats financiers

7.1. Exercice 2017

Les chiffres se répartissent comme suit :

Les produits	
Chiffre d'affaires	12.709.071,97 €
Autres produits	4.026.780,08 €
Produits financiers	1.319.147,18 €
Produits exceptionnels	401.164,97 €
Sous-total	18.456.164,20 €

Les charges	
Marchandises	1.173.849,01 €
Biens et services divers	20.447.987,49 €
Rémunérations et charges sociales	25.952.281,07 €
Amortissements et provisions	7.006.444,13 €
Autres charges d'exploitation	1.495.362,32 €
Charges financières	794.611,83 €
Charges exceptionnelles	258.680,19 €
Sous-total	57.129.216,04 €

Soit un résultat comptable de	38.673.051,84 €
--------------------------------------	------------------------

Le coût des communes se présente comme suit	
Rétrocessions et produits affectés	9.288.878,63 €
Coût net	29.384.173,21 €

Le coût net du budget 2017 s'élevait à 29.466.214,93 €. En définitive, le résultat de l'exercice clôturé au 31 décembre 2017 donne un coût net s'élevant à 29.384.173,21 €, soit un léger boni de 82.041,72 € par rapport au budget initial.

7.2. Charges et produits exceptionnels

Pour cet exercice, le montant des charges exceptionnelles se chiffre à 258.680,19 €. Les principaux postes les constituant sont une révision par le fournisseur des prix des sacs 60L livrés en 2016 pour 26.328,44 ainsi qu'une régularisation des frais de transports de 2016 par SUEZ pour 154.201,71 €.

Les produits exceptionnels s'élèvent quant à eux à 401.164,97 €. Ils proviennent majoritairement d'une régularisation des subsides perçus dans le cadre du pacte sur la fonction publique.

L'incidence de la comptabilisation de ces charges et produits exceptionnels influence positivement le résultat comptable à raison de 142.484,78 €.

7.3. Affectation du résultat

Nous proposons de procéder à la répartition des résultats par l'intervention des associés dans la perte à raison de 38.673.051,84 €, conformément aux dispositions statutaires. Cependant, le coût net à charge des communes, déduction faite des rétrocessions et produits affectés, s'élève à 29.384.173,21 €.

L'affectation de ce résultat pour les communes sera réalisée en fonction des critères établis par les organes de gestion suivant la clé de répartition des charges approuvée par le Conseil d'administration en date du 30 août 2010.

7.4. Evènements survenus depuis la clôture de l'exercice

Entre la clôture de l'exercice et l'Assemblée Générale relative à l'approbation du bilan arrêté au 31 décembre 2017, l'Intercommunale a créé un nouveau secteur d'activité « Propreté et salubrité publiques » lors de l'Assemblée générale du 21 juin 2017 qui a aussi décidé la création de parts sociales de catégories C.

Les missions ont démarré le 1er mars 2018, plus particulièrement dans le centre-ville de Charleroi.

7.5. Activité recherche et développement

Néant.

7.6. Modification du capital

Le capital social s'élève à la date de clôture à 6.532.589,53 €, soit une augmentation par rapport à la date de clôture de l'exercice précédent de 49,58 €. Cette augmentation se justifie par la prise de participation d'un nouvel affilié (CPAS de Courcelles) pour un montant de 24,79 € correspondant à 1 part sociale de catégorie B ainsi que la prise de participation d'un nouvel affilié (Charleroi - Secteur 2 - Propreté et salubrité publiques) pour un montant de 24,79 € correspondant à 1 part sociale de catégorie C.

7.7. Règles de continuité

Compte tenu de l'intervention statutaire des associés dans la perte, la justification des règles de continuité contenues à l'article 96,6° du Code des sociétés permet de conclure au maintien de l'application des règles comptables en continuité.

7.8. Acquisition d'actions propres

Néant.

7.9. Succursales

Néant.

7.10. Risques et incertitudes auxquels est confrontée l'entreprise

Aucun risque et/ou incertitude majeur(s) éventuel(s) n'est à relever.

7.11. Conclusions

Par comparaison avec le budget établi pour l'année 2017 présenté à l'Assemblée générale de décembre 2016 aux communes affiliées, le résultat est dans le strict respect des prévisions programmées.

Celui-ci s'appuie sur une volonté affirmée de limiter au maximum le coût de la gestion des déchets tout en répondant aux divers besoins émis par les communes affiliées dans le cadre d'objectifs environnementaux fixés par le Gouvernement wallon à travers le Plan Wallon des Déchets-Ressources.

Le Conseil d'administration propose dès lors d'approuver les comptes annuels qu'il arrête ainsi que de maintenir les règles d'évaluation mises en œuvre en continuité.

F. Daspremont
Présidente

RAPPORT FINANCIER



COMPTE D'EXPLOITATION

2017

TOTAL DES DEPENSES	57.129.216,04 €
60 Achats	1.173.849,01 €
61 Biens et services divers	6.008.556,78 €
62 Personnel	15.378.507,16 €
63 Amortissements, réductions de valeurs, provisions	2.898.558,61 €
64 Autres charges d'exploitation (dont tva non déductible)	546.299,68 €
65 Charges financières	226.791,35 €
66 Charges exceptionnelles	55.760,17 €
Total dépenses service Collecte	26.288.322,74 €
60 Achats / Variation stock	
61 Biens et services divers	8.223.596,34 €
62 Personnel	4.888.497,32 €
63 Amortissements, réductions de valeurs, provisions	3.366.166,56 €
64 Autres charges d'exploitation (dont tva non déductible)	888.541,80 €
65 Charges financières	543.166,23 €
66 Charges exceptionnelles	202.030,73 €
Total dépenses service Traitement	18.111.998,99 €
60 Achats / Variation stock	
61 Biens et services divers	6.215.834,38 €
62 Personnel	5.685.276,59 €
63 Amortissements, réductions de valeurs, provisions	741.718,96 €
64 Autres charges d'exploitation	60.520,84 €
65 Charges financières	24.654,25 €
66 Charges exceptionnelles	889,29 €
Total dépenses service Parcs	12.728.894,31 €

TOTAL DES RECETTES	18.456.164,20 €
70 Chiffre d'affaires (sacs, conteneurs)	8.577.461,92 €
74 Autres produits d'exploitation	3.172.359,44 €
75 Produits financiers	1.087,82 €
76 Produits exceptionnels	148.412,93 €
Total recettes service Collecte	11.899.322,11 €
70 Chiffre d'affaires	2.080.116,72 €
74 Autres produits d'exploitation	315.925,15 €
75 Produits financiers (Subsides)	1.080.623,45 €
76 Produits exceptionnels	154.110,45 €
Total recettes service Traitement	3.630.775,77 €
70 Chiffre d'affaires	2.051.493,32 €
74 Autres produits d'exploitation	538.495,49 €
75 Produits financiers (Subsides)	237.435,91 €
76 Produits exceptionnels	98.641,59 €
Total recettes service Parcs	2.926.066,32 €

COÛT DE L'EXERCICE

38.673.051,84 €

Collecte	14.389.000,63 €
Traitement	14.481.223,21 €
Parcs de recyclage	9.802.828,00 €
	38.673.051,84 €
Bonifications sur chiffre d'affaires	- 4.818.494,39 €
Subside Prévention RW / Organiques	- 329.480,61 €
Rétrocessions sacs	- 4.934.452,24 €
Poubelles à puce	793.548,60 €
Coût net communes	29.384.173,21 €

2017 - TABLEAU DE L'INDICE : COLLECTE SELECTIVE DE VERRE

ENTITES	Coefficient		Index Collecte Sélective		Population par Entité	Kg Moyen P/An/Hab.	Kg de Réf. Svt Pds Moyen	Ecart Poids Moyen	Boni/Mali Calculé sur Prix moyen/Kg	Résultat Net	% Boni Mali	FOST +	Bonifications	Coût Net
	Variables (Temps)	Fixes (Hab)	TOTAL	TOTAL										
AISEAU	2,532%	18.330,92 €	4.549,51 €	22.880,42 €	10.864	21,27	209,739	-21.300,58	2.357,34 €	20.523,09 €	-0,26174%	16.641,14 €	3.465,60 €	416,34 €
ANDERLUES	3,338%	24.173,78 €	5.076,74 €	29.250,52 €	12.123	17,00	234,046	27.945,56	3.092,74 €	32.343,25 €	0,34339%	17.318,85 €	3.091,50 €	11.932,90 €
CHAPELLE L/H	3,196%	23.131,78 €	6.249,29 €	29.381,07 €	14.923	15,52	288,102	56.522,11	6.255,30 €	35.636,37 €	0,69454%	20.828,64 €	3.473,70 €	11.334,03 €
CHARLEROI	44,626%	323.144,02 €	84.279,76 €	407.423,79 €	201.256	18,47	3.885,430	168.890,44	18.691,10 €	426.114,89 €	2,07532%	297.266,76 €	55.748,10 €	73.100,03 €
CHATELET	6,942%	50.270,08 €	15.222,25 €	65.492,33 €	36.350	16,77	701,770	92.009,87	10.182,73 €	75.675,07 €	1,13061%	52.202,90 €	9.146,40 €	14.325,77 €
COURCELLES	8,106%	58.690,07 €	13.127,15 €	71.817,22 €	31.347	21,95	605,182	-82.817,61	9.165,42 €	62.651,79 €	-1,01766%	48.555,43 €	10.320,00 €	3.776,37 €
FARCIENNES	2,186%	15.824,76 €	4.724,13 €	20.548,89 €	11.281	13,65	217,790	63.749,98	7.055,21 €	27.604,10 €	0,78336%	15.404,51 €	2.310,60 €	9.889,00 €
FLEURUS	6,023%	43.616,21 €	9.474,23 €	53.090,44 €	22.624	19,26	436,777	956,93	105,90 €	53.196,34 €	0,01176%	33.913,64 €	6.537,30 €	12.745,41 €
FONTAINE	3,523%	25.512,67 €	7.400,90 €	32.913,57 €	17.673	17,82	341,193	26.293,37	2.909,89 €	35.823,46 €	0,32309%	25.893,21 €	4.723,50 €	5.206,75 €
GERPINNES	3,896%	28.208,54 €	5.301,61 €	33.510,15 €	12.660	21,96	244,413	-33.627,17	3.721,52 €	29.788,63 €	-0,41321%	19.530,18 €	4.170,60 €	6.087,85 €
HAM/HA-NALINNES	4,077%	29.522,08 €	5.686,04 €	35.208,12 €	13.578	27,51	262,136	-111.384,34	12.326,90 €	22.881,22 €	-1,36869%	22.849,21 €	5.602,80 €	5.570,79 €
LES B. VILLERS	2,900%	20.999,27 €	3.936,85 €	24.936,12 €	9.401	22,67	181,495	-31.645,13	3.502,17 €	21.433,95 €	-0,38885%	14.725,49 €	3.197,10 €	3.511,36 €
MT LE TILLEUL	3,116%	22.566,84 €	4.255,11 €	26.811,95 €	10.161	27,03	196,167	-78.452,64	8.682,35 €	18.129,60 €	-0,96402%	16.915,39 €	4.119,30 €	2.905,09 €
PT A. CELLES	5,542%	40.131,78 €	7.240,51 €	47.372,29 €	17.290	23,77	333,799	-77.140,80	8.537,17 €	38.835,12 €	-0,94790%	27.383,30 €	6.164,10 €	5.287,73 €
TOTAL GL.	100,000%	724.112,80 €	176.524,09 €	900.636,89 €	421.531	19,31	8.138,040	0,00	0,00 €	900.636,89 €	0,000000%	629.428,63 €	122.070,60 €	149.137,66 €

ENTITES	Coefficient		Index Collecte Sélective		Population par Entité	Kg Moyen P/An/Hab.	Kg de Réf. Svt Pds Moyen	Ecart Poids Moyen	Boni/Mali Calculé sur Prix moyen/Kg	Résultat Net	% Boni Mali	FOST +	Bonifications	Coût Net
	Variables (Temps)	Fixes (Hab)	TOTAL	TOTAL										
AISEAU	2,532%	18.330,92 €	4.549,51 €	22.880,42 €	10.864	21,27	209,739	-21.300,58	2.357,34 €	20.523,09 €	-0,26174%	16.641,14 €	3.465,60 €	416,34 €
ANDERLUES	3,338%	24.173,78 €	5.076,74 €	29.250,52 €	12.123	17,00	234,046	27.945,56	3.092,74 €	32.343,25 €	0,34339%	17.318,85 €	3.091,50 €	11.932,90 €
CHAPELLE L/H	3,196%	23.131,78 €	6.249,29 €	29.381,07 €	14.923	15,52	288,102	56.522,11	6.255,30 €	35.636,37 €	0,69454%	20.828,64 €	3.473,70 €	11.334,03 €
CHARLEROI	44,626%	323.144,02 €	84.279,76 €	407.423,79 €	201.256	18,47	3.885,430	168.890,44	18.691,10 €	426.114,89 €	2,07532%	297.266,76 €	55.748,10 €	73.100,03 €
CHATELET	6,942%	50.270,08 €	15.222,25 €	65.492,33 €	36.350	16,77	701,770	92.009,87	10.182,73 €	75.675,07 €	1,13061%	52.202,90 €	9.146,40 €	14.325,77 €
COURCELLES	8,106%	58.690,07 €	13.127,15 €	71.817,22 €	31.347	21,95	605,182	-82.817,61	9.165,42 €	62.651,79 €	-1,01766%	48.555,43 €	10.320,00 €	3.776,37 €
FARCIENNES	2,186%	15.824,76 €	4.724,13 €	20.548,89 €	11.281	13,65	217,790	63.749,98	7.055,21 €	27.604,10 €	0,78336%	15.404,51 €	2.310,60 €	9.889,00 €
FLEURUS	6,023%	43.616,21 €	9.474,23 €	53.090,44 €	22.624	19,26	436,777	956,93	105,90 €	53.196,34 €	0,01176%	33.913,64 €	6.537,30 €	12.745,41 €
FONTAINE	3,523%	25.512,67 €	7.400,90 €	32.913,57 €	17.673	17,82	341,193	26.293,37	2.909,89 €	35.823,46 €	0,32309%	25.893,21 €	4.723,50 €	5.206,75 €
GERPINNES	3,896%	28.208,54 €	5.301,61 €	33.510,15 €	12.660	21,96	244,413	-33.627,17	3.721,52 €	29.788,63 €	-0,41321%	19.530,18 €	4.170,60 €	6.087,85 €
HAM/HA-NALINNES	4,077%	29.522,08 €	5.686,04 €	35.208,12 €	13.578	27,51	262,136	-111.384,34	12.326,90 €	22.881,22 €	-1,36869%	22.849,21 €	5.602,80 €	5.570,79 €
LES B. VILLERS	2,900%	20.999,27 €	3.936,85 €	24.936,12 €	9.401	22,67	181,495	-31.645,13	3.502,17 €	21.433,95 €	-0,38885%	14.725,49 €	3.197,10 €	3.511,36 €
MT LE TILLEUL	3,116%	22.566,84 €	4.255,11 €	26.811,95 €	10.161	27,03	196,167	-78.452,64	8.682,35 €	18.129,60 €	-0,96402%	16.915,39 €	4.119,30 €	2.905,09 €
PT A. CELLES	5,542%	40.131,78 €	7.240,51 €	47.372,29 €	17.290	23,77	333,799	-77.140,80	8.537,17 €	38.835,12 €	-0,94790%	27.383,30 €	6.164,10 €	5.287,73 €
TOTAL GL.	100,000%	724.112,80 €	176.524,09 €	900.636,89 €	421.531	19,31	8.138,040	0,00	0,00 €	900.636,89 €	0,000000%	629.428,63 €	122.070,60 €	149.137,66 €

2017 - TABLEAU DE L'INDICE : COLLECTE SELECTIVE DE PAPIERS / CARTONS

ENTITES	Coefficient	Indice Collecte Sélective	
		Variables (Temps)	Fixes (Hab)
		1.041.598,98 €	179.379,50 €
			TOTAL
			1.220.978,48 €
AISEAU	2,652%	27.626,33 €	4.623,10 €
ANDERLUES	2,838%	30.599,05 €	5.158,86 €
CHAPELLE L/H	2,800%	29.166,85 €	6.350,38 €
CHARLEROI	48,403%	504.162,03 €	85.643,05 €
CHATELET	6,904%	65.659,27 €	15.468,48 €
COURCELLES	8,042%	83.762,26 €	13.339,49 €
FARCIENNES	1,987%	20.893,45 €	4.800,55 €
FLEURUS	5,747%	59.855,49 €	9.627,48 €
FONTAINE	3,762%	39.187,04 €	7.520,62 €
GERPINNES	3,951%	34.905,02 €	5.387,37 €
HAMIH-NALINNES	3,696%	38.492,29 €	5.778,02 €
LES B. VILLERS	2,651%	27.608,62 €	4.000,53 €
MT LE TILLEUL	2,819%	29.364,76 €	4.323,94 €
PT A CELLES	4,650%	50.516,51 €	7.357,64 €
TOTAL GL.	100,000%	1.041.598,98 €	179.379,50 €
			1.220.978,48 €

KG Collectés	Population par Entité	Kg Moyen P/An/Hab.	Kg de Réf. Svt Pds Moyen	Ecart Poids Moyen	Boni/Mali Calculé sur Prix moyen/Kg	Résultat Net	% Boni Mali	FOST +	Bonifications	Coût Net
358.840	10.864	33,03	368.003,0	9.162,98	783,53 €	33.032,95 €	0,06417%	- 14.251,21 €	- 32.563,33 €	- 13.781,59 €
356.800	12.123	29,43	410.649,9	53.849,87	4.604,70 €	40.362,61 €	0,37713%	- 15.245,00 €	- 32.348,02 €	- 7.230,41 €
407.860	14.923	27,33	505.496,0	97.636,00	8.348,85 €	43.866,08 €	0,68378%	- 18.254,38 €	- 37.092,47 €	- 11.480,76 €
7.156.290	201.256	35,56	6.817.268,8	-339.021,17	- 28.989,70 €	560.815,38 €	-2,37430%	- 273.801,48 €	- 649.318,59 €	- 362.304,69 €
992.540	36.350	27,31	1.231.306,0	238.766,01	20.416,88 €	101.544,64 €	1,67217%	- 44.792,64 €	- 89.956,49 €	- 33.204,49 €
1.088.400	31.347	34,72	1.061.836,3	-26.563,70	- 2.271,46 €	94.830,29 €	-0,18604%	- 41.986,12 €	- 98.651,07 €	- 45.806,89 €
279.180	11.281	24,75	382.128,3	102.948,28	8.803,11 €	34.297,10 €	0,72099%	- 13.479,70 €	- 25.391,00 €	- 4.573,60 €
771.660	22.624	34,11	766.356,7	-5.303,27	- 453,48 €	69.029,48 €	-0,03714%	- 30.286,78 €	- 70.058,05 €	- 31.315,35 €
511.000	17.673	28,91	598.648,4	87.648,45	7.494,82 €	54.202,47 €	0,61384%	- 22.324,73 €	- 46.366,48 €	- 14.488,73 €
400.740	12.660	31,65	428.840,0	28.100,00	2.402,83 €	42.695,23 €	0,19680%	- 16.419,11 €	- 36.234,66 €	- 9.958,54 €
540.560	13.578	39,81	459.936,0	-80.624,02	- 6.894,16 €	37.376,15 €	-0,56464%	- 19.291,65 €	- 48.963,55 €	- 30.879,05 €
314.740	9.401	33,48	318.445,9	3.705,88	316,89 €	31.926,04 €	0,02595%	- 12.424,74 €	- 28.667,54 €	- 9.166,24 €
440.940	10.161	43,40	344.189,8	-96.750,17	- 8.273,11 €	25.415,59 €	-0,67758%	- 14.951,07 €	- 40.002,38 €	- 29.537,85 €
659.230	17.290	38,13	585.674,9	-73.555,15	- 6.289,70 €	51.584,44 €	-0,51514%	- 23.981,25 €	- 59.727,82 €	- 32.124,63 €
14.278.780	421.531	33,87	14.278.780,0	0,00	0,00 €	1.220.978,48 €	0,000000%	- 561.489,86 €	- 1.295.341,45 €	- 635.852,83 €

2017 - TABLEAU DE L'INDICE : COLLECTE SELECTIVE DE PMC

ENTITES	Coefficient	Indice Collecte Sélective		Kg Collectés	Population	Kg Moyen P/An/Hab.	Kg de Réf. Svt Pds Moyen	Ecart Poids Moyen	Boni/Mali Calculé sur Prix moyen/Kg	Résultat Net	% Boni Mali	FOST +	Coût Net
		Variables (temps)	Fixes (hab)										
		3.098.920,83 €	119.172,48 €	3.218.093,31 €									
AISEAU	3,615%	112.019,79 €	3.071,40 €	115.091,19 €	10.864	15,73	155.116,7	-15.823,28	8.460,52 €	106.630,67 €	-0,2629%	76.849,31 €	29.781,36 €
ANDERLUES	3,569%	110.597,39 €	3.427,34 €	114.024,72 €	12.123	13,93	173.092,8	4.172,78	2.231,13 €	116.255,86 €	0,0693%	79.428,31 €	36.827,54 €
CHAPELLE L/H	3,271%	101.359,50 €	4.218,93 €	105.578,44 €	14.923	12,35	213.071,3	28.791,32	15.394,36 €	120.972,80 €	0,4784%	91.106,73 €	29.866,07 €
CHARLEROI	43,634%	1.352.170,72 €	56.897,78 €	1.409.068,50 €	201.256	14,55	2.873.542,9	-54.517,10	29.149,63 €	1.379.918,87 €	-0,9058%	1.361.074,85 €	18.844,02 €
CHATELET	6,529%	202.334,74 €	10.276,63 €	212.611,37 €	36.350	13,55	519.007,1	26.617,06	14.231,82 €	226.843,19 €	0,4422%	235.308,70 €	8.465,51 €
COURCELLES	8,566%	265.444,26 €	8.862,22 €	274.306,48 €	31.347	16,00	447.574,0	-53.946,02	28.844,28 €	245.462,20 €	-0,8963%	224.212,65 €	21.249,56 €
FARCIENNES	2,301%	71.309,27 €	3.189,29 €	74.498,56 €	144.060	12,77	161.070,7	17.010,66	9.095,39 €	83.593,95 €	0,2826%	70.599,73 €	12.994,22 €
FLEURUS	6,041%	187.196,51 €	6.396,11 €	193.592,62 €	353.760	22,624	323.026,6	-30.733,43	16.432,79 €	177.159,83 €	-0,5106%	160.202,46 €	16.957,36 €
FONTAINE	3,793%	117.548,27 €	4.996,39 €	122.544,66 €	220.090	12,45	252.335,9	32.245,95	17.241,51 €	139.786,17 €	0,5358%	109.125,86 €	30.660,32 €
GERPINNES	3,569%	110.275,10 €	3.579,15 €	113.854,25 €	155.640	12,29	180.760,1	25.120,09	13.431,41 €	127.285,66 €	0,4174%	76.997,16 €	50.288,49 €
HAM/H-NALINNES	4,825%	149.522,93 €	3.838,68 €	153.361,61 €	184.560	13,59	193.867,3	9.307,34	4.976,52 €	158.338,13 €	0,1546%	87.969,57 €	70.368,56 €
LES B. VILLERS	2,624%	81.309,48 €	2.657,79 €	83.967,27 €	120.560	9,401	134.227,9	13.667,93	7.308,08 €	91.275,35 €	0,2271%	58.763,52 €	32.511,83 €
MT LE TILLEUL	3,178%	98.483,70 €	2.872,65 €	101.356,36 €	135.000	10,161	145.079,2	10.079,25	5.389,25 €	106.745,61 €	0,1675%	64.772,96 €	41.972,64 €
PT A CELLES	4,487%	139.349,17 €	4.888,12 €	144.237,29 €	258.860	14,97	246.867,5	-11.992,54	6.412,27 €	137.825,02 €	-0,1993%	118.283,87 €	19.541,15 €
TOTAL GL	100,000%	3.098.920,83 €	119.172,48 €	3.218.093,31 €	6.018.640	14,28	6.018.640,0	0,0	0,00 €	3.218.093,31 €	0,0000%	2.814.695,69 €	403.397,63 €

DETAIL DES COTISATIONS APPELEES POUR COUVRIR LES FRAIS D'EXPLOITATION 2017

ENTITES	T. Sacs/Poubelles à Puce			Collecte OM		COLL SP & Bonif & NET	Sous-Total	Collectes Sélectives (déd. Post/ CA)	Boni Mali S/Coll.Sélect.	Total Collectes Sélectives	TOTAL INDICE COLLECTES
	Ménages	Hors Ménages	TOTAL	Frais Variables (Ton)	Frais Fixes (hab)						
AISEAU	1.428,466	9,314	1.437,810	164.753,97 €	68.276,73 €	37.359,28 €	270.389,98 €	26.450,43 €	- 10.034,32 €	16.416,12 €	286.806,10 €
ANDERLUES	1.525,687	24,156	1.549,843	177.591,53 €	76.189,14 €	41.214,06 €	294.994,73 €	31.601,46 €	9.928,57 €	41.530,02 €	336.524,75 €
CHAPELLE L/H	2.866,848	11,112	2.897,960	332.067,92 €	93.786,23 €	- 18.075,86 €	407.778,29 €	- 279,18 €	29.998,52 €	29.719,34 €	437.497,63 €
CHARLEROI	40.936,632	503,744	41.440,376	4.748.519,50 €	1.264.828,90 €	- 121.058,53 €	5.892.289,87 €	- 230.912,41 €	- 39.448,22 €	- 270.360,63 €	5.621.929,23 €
CHATELET	7.121,395	29,632	7.151,027	819.413,20 €	228.448,00 €	- 17.615,06 €	1.030.246,14 €	- 72.175,66 €	44.831,43 €	- 27.344,23 €	1.002.901,91 €
COURCELLES	4.326,768	49,884	4.376,652	501.506,49 €	197.005,76 €	108.991,42 €	807.503,67 €	19.500,19 €	- 40.281,16 €	- 20.780,97 €	786.722,70 €
FARCIENNES	2.339,320	0,000	2.339,320	268.055,16 €	70.897,44 €	- 12.512,67 €	326.439,92 €	- 6.644,09 €	24.953,71 €	18.309,62 €	344.749,54 €
FLEURUS	4.198,068	0,000	4.198,068	481.043,12 €	142.184,53 €	10.939,91 €	634.167,56 €	15.167,79 €	- 16.780,37 €	- 1.612,58 €	632.554,98 €
FONTAINE	3.496,278	0,000	3.496,278	400.627,26 €	111.069,09 €	- 10.169,13 €	501.527,22 €	- 6.267,89 €	27.646,22 €	21.378,33 €	522.905,56 €
GERPINNES	1.305,539	36,529	1.342,068	153.783,26 €	79.564,01 €	44.518,09 €	277.865,36 €	34.305,09 €	12.112,72 €	46.417,82 €	324.283,18 €
HAM/H-NALINNES	1.412,642	21,398	1.434,040	164.321,98 €	85.333,34 €	39.553,35 €	289.208,67 €	48.163,26 €	- 14.244,54 €	33.918,71 €	323.127,38 €
LES B. VILLERS	1.110,510	32,857	1.143,367	131.014,69 €	59.082,25 €	34.727,96 €	224.824,90 €	22.734,16 €	4.122,80 €	26.856,96 €	251.681,85 €
MT LE TILLEUL	1.129,591	9,329	1.138,920	130.505,18 €	63.858,60 €	28.962,72 €	223.326,50 €	21.095,91 €	- 11.566,21 €	9.529,70 €	232.856,20 €
PT A CELLES	2.106,777	19,997	2.126,774	243.700,15 €	108.662,06 €	69.842,06 €	422.204,27 €	13.943,39 €	- 21.239,14 €	- 7.295,75 €	414.908,51 €
TOTAL GL.	76.324.549	747.962	76.072.501	8.716.903,41 €	2.649.186,07 €	236.677,60 €	11.602.767,08 €	- 83.317,55 €	- 0,00 €	- 83.317,55 €	11.519.449,53 €

DETAIL DES COTISATIONS APPELEES POUR COUVRIR LES FRAIS D'EXPLOITATION 2017

ENTITES	12.441.785,68 €		3.114.777,82 €		SITOTAL	Subsidés & Bonifications	TOTAL INDICE TRAITEMENT	TOTAL INDICE PARCS	Bonus Chairroi	TOTAL
	Tonnage	Frais variables	Population	Frais Fixes						
AISEAU	1.575,424	191.335,64 €	10.864	80.276,29 €	271.611,93 €	-	215.131,86 €	252.645,53 €	- 23.993,19 €	730.590,30 €
ANDERLUES	1.728,790	209.961,97 €	12.123	89.579,30 €	299.541,27 €	-	239.091,35 €	281.923,95 €	864,40 €	858.404,44 €
CHAPELLE L/H	3.658,598	444.337,63 €	14.923	110.269,07 €	554.606,70 €	-	483.049,14 €	347.038,78 €	1.829,30 €	1.269.414,84 €
CHARLEROI	59.639,052	7.243.177,65 €	201.256	1.487.121,30 €	8.730.298,95 €	- 1.777.244,04 €	6.953.054,92 €	4.680.267,77 €	29.819,53 €	17.285.071,44 €
CHATELET	9.627,375	1.169.247,08 €	36.350	268.597,50 €	1.437.844,58 €	-	1.222.071,16 €	845.329,99 €	4.813,69 €	3.075.116,76 €
COURCELLES	4.918,683	597.375,27 €	31.347	231.629,32 €	829.004,59 €	-	628.057,24 €	728.983,75 €	2.459,34 €	2.146.223,04 €
FARCIENNES	3.053,419	370.838,49 €	11.281	83.357,58 €	454.196,08 €	-	382.523,71 €	262.342,99 €	- 24.914,13 €	964.702,11 €
FLEURUS	5.796,742	704.015,75 €	22.624	167.173,31 €	871.189,07 €	-	735.064,29 €	526.127,81 €	2.898,37 €	1.896.645,45 €
FONTAINE	4.520,745	549.045,60 €	17.673	130.589,37 €	679.634,97 €	-	576.914,68 €	410.990,84 €	2.260,37 €	1.513.071,45 €
GERPINNES	1.648,773	200.243,89 €	12.660	93.547,30 €	293.791,19 €	-	200.989,92 €	294.412,04 €	824,39 €	820.509,52 €
HAM/H-NALINNES	1.597,507	194.017,62 €	13.578	100.330,59 €	294.348,21 €	-	225.688,34 €	315.760,40 €	798,75 €	865.374,87 €
LES B. VILLERS	1.217,052	147.811,27 €	9.401	69.465,89 €	217.277,16 €	-	164.272,54 €	218.623,03 €	608,53 €	635.185,95 €
MT LE TILLEUL	1.239,234	150.505,28 €	10.161	75.081,68 €	225.586,96 €	-	167.294,32 €	236.297,06 €	619,62 €	637.067,19 €
PT A CELLES	2.222,083	269.872,53 €	17.290	127.759,31 €	397.631,84 €	-	339.076,47 €	402.084,06 €	1.111,04 €	1.157.180,08 €
TOTAL GL.	102.443,477	12.441.785,68 €	421.531	3.114.777,82 €	15.556.563,50 €	- 3.024.283,58 €	12.532.279,92 €	9.802.828,00 €	0,00 €	33.854.557,45 €

TABLEAU RECAPITULATIF DE LA SITUATION DES COMMUNES 2017

ENTITES	TOTAL	Bonification Subs. Prévention	Retrocessions Sacs	Poubelles à Puce	COUT NET	Provisions			Solde Financier par rapport au Coût Net	Documents à Emettre	** COUT VERITE
						Documents Emis (facturesN.Crédits)	Versements (Appels de fondsN.Crédits)	Solde des Provisions			
AISEAU	730.590,30 €	15.984,29 €		73.819,20 €	788.425,21 €	803.845,89 €	803.845,89 €	- €	15.420,68 €	15.420,68 €	710.245,97 €
ANDERLUES	858.404,45 €	17.821,91 €		83.514,60 €	924.097,14 €	927.615,24 €	927.615,24 €	- €	3.518,10 €	3.518,10 €	798.598,33 €
CHAPELLE L/H	1.269.414,84 €	9.699,28 €	232.645,99 €		1.027.069,57 €	1.045.504,82 €	1.104.157,99 €	-	77.088,42 €	18.435,25 €	909.897,77 €
CHARLEROI	17.285.071,43 €	108.235,80 €	3.324.840,99 €		13.851.994,64 €	13.847.035,48 €	13.792.953,12 €	54.082,36 €	59.041,52 €	4.959,16 €	10.994.939,12 €
CHATELET	3.075.116,76 €	15.526,99 €	571.920,68 €		2.487.669,09 €	2.596.897,43 €	2.737.231,65 €	140.334,22 €	249.562,56 €	109.228,34 €	2.080.478,34 €
COURCELLES	2.146.223,04 €	41.774,99 €		207.550,20 €	2.311.998,25 €	2.306.275,99 €	2.306.275,99 €	- €	5.722,26 €	5.722,26 €	1.985.427,78 €
FARCIENNES	964.702,12 €	8.497,92 €	186.300,81 €		769.903,39 €	791.232,59 €	835.481,74 €	44.249,15 €	65.578,35 €	21.329,20 €	693.300,48 €
FLEURUS	1.896.645,45 €	11.422,21 €	338.062,71 €		1.547.160,53 €	1.526.512,19 €	1.456.362,91 €	70.149,28 €	90.797,82 €	20.648,34 €	1.263.580,03 €
FONTAINE	1.513.071,45 €	10.071,20 €	280.681,06 €		1.222.319,19 €	1.262.703,14 €	1.203.360,22 €	59.342,92 €	18.958,97 €	40.383,95 €	1.057.316,79 €
GERPINNES	820.509,52 €	18.235,62 €		89.754,60 €	892.028,50 €	916.329,51 €	916.329,51 €	- €	24.301,01 €	24.301,01 €	724.102,77 €
HAM/H-NALINNES	865.374,87 €	17.580,46 €		93.358,20 €	941.152,61 €	1.044.952,18 €	957.872,74 €	87.079,44 €	16.720,13 €	103.799,57 €	806.450,96 €
LES B. VILLERS	635.185,95 €	13.887,89 €		62.875,80 €	684.173,86 €	713.116,80 €	653.690,40 €	59.426,40 €	30.483,46 €	28.942,94 €	586.434,17 €
MT LE TILLEUL	637.067,19 €	15.901,56 €		72.789,60 €	693.955,23 €	715.264,33 €	715.264,33 €	- €	21.309,10 €	21.309,10 €	599.502,85 €
PT A CELLES	1.157.180,08 €	24.840,47 €		109.886,40 €	1.242.226,01 €	1.276.182,91 €	1.169.834,38 €	106.348,53 €	72.391,63 €	33.956,90 €	1.079.625,58 €
TOTAL GL.	33.854.557,45 €	329.480,59 €	4.934.452,24 €	793.548,60 €	29.384.173,22 €	29.773.468,50 €	29.580.276,11 €	193.192,39 €	196.102,89 €	389.295,28 €	24.290.900,94 €

40				1	EUR	
NAT.	Date du dépôt	N° 0201.543.234	P.	U.	D.	C 1

COMPTES ANNUELS ET AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS

DONNÉES D'IDENTIFICATION

DÉNOMINATION: **ICDI**

Forme juridique: **SCRL**

Adresse: **Rue du Déversoir,**

N°: **1**

Code postal: **6010**

Commune: **Couillet**

Pays: **Belgique**

Registre des personnes morales (RPM) – Tribunal de Commerce de **Mons-Charleroi, division Charleroi**

Adresse Internet: ¹

Numéro d'entreprise **0201.543.234**

DATE **29/06/2017** du dépôt de l'acte constitutif OU du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts.

COMPTES ANNUELS **EN EUROS (2 décimales)** ²

approuvés par l'assemblée générale du **20/06/2018**

et relatifs à l'exercice couvrant la période du **1/01/2017** au **31/12/2017**

Exercice précédent du **1/01/2016** au **31/12/2016**

Les montants relatifs à l'exercice précédent sont / ~~ne sont pas~~ ³ identiques à ceux publiés antérieurement

Nombre total de pages déposées: **50** Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans objet: 6.1, 6.2.1, 6.2.2, 6.2.4, 6.2.5, 6.3.4, 6.5.2, 6.18.2, 6.20, 7, 8, 9

Signataire
(nom et qualité)
DASPREMONT Françoise
Présidente du Conseil d'Administration

Signataire
(nom et qualité)
BOUCHAT Olivier
Directeur Général

¹ Mention facultative.

² Au besoin, adapter la devise et l'unité dans lesquelles les montants sont exprimés.

³ Biffer la mention inutile.

**LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES
ET DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE
VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE****LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES**

LISTE COMPLÈTE avec mention des nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de l'entreprise

DASPREMONT Françoise

Chemin de la Cayôde 60, 6040 Jumet (Charleroi), Belgique

Fonction : Président du Conseil d'Administration

Mandat : 26/06/2013- 30/06/2019

GRENIER Dominique

Rue d'Aiseau 336, 6250 Aiseau-Presles, Belgique

Fonction : Vice-président du Conseil d'Administration

Mandat : 26/06/2013- 30/06/2019

TONNELIER Guy

Cour du Château 12, 6111 Landelies, Belgique

Fonction : Vice-président du Conseil d'Administration

Mandat : 26/06/2013- 30/06/2019

BANGISA Gaëtan

Avenue Forestière 21, 6001 Marcinelle, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 26/06/2013- 30/06/2019

BARRIDEZ Patrick

Champ du Monceau 12, 6210 Frasnes-lez-Gosselies, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 26/06/2013- 30/09/2019

BAYET Hugues

Grand'Place 24, 6240 Farciennes, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 26/06/2013- 30/06/2019

BEGHIN Serge

Rue des Grands Trieux 125, 6031 Monceau-sur-Sambre, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 20/06/2013- 30/06/2019

CATTALINI Nathalie

Rue de la Glissière 9, 6200 Châtelet, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 26/06/2013- 30/06/2019

CHARLIER Philippe

Rue Joseph Bancu 37, 6250 Aiseau-Presles, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 26/06/2013- 30/06/2019

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES (Suite de la page précédente)

DEMARET Lucie

Avenue des Tilleuls 18, 6001 Marcinelle, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 26/06/2013- 30/06/2019

DOGRU Mahmu

Rue de Leernes 79, 6030 Goutroux, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 26/06/2013- 30/06/2019

DURIEUX Laurence

Rue des Monts 51, 6120 Nalinnes, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 26/06/2013- 30/06/2019

FOTIA Dominique

Rue Sart-les-Moulins 79, 6044 Roux, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 26/06/2013- 30/06/2019

FRERE Albert

Chaussée de Charleroi 8, 6061 Montignies-sur-Sambre, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 20/03/2017- 30/06/2019

JADOUL David

Rue Grimard 213, 6061 Montignies-sur-Sambre, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 26/06/2013- 30/06/2019

KAIRET Tim

Rue de l'Epine 52, 6183 Trazegnies, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 26/06/2013- 30/06/2019

LEJEUNE Véronique

Rue de Beaulieusart 253, 6140 Fontaine-l'Evêque, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 26/06/2013- 30/06/2019

LIPPE Laurent

Rue de la Briqueterie 19, 6238 Luttre, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 26/06/2013- 30/06/2019

LORAND Francis

Route du Vieux Campinaire 19, 6220 Fleurus, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 26/06/2013- 30/06/2019

MOSCARIELLO Annibale

Chaussée de Charleroi 27, 6150 Anderlues, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 26/06/2013- 30/06/2019

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES (Suite de la page précédente)

NOUWENS Béatrice

Rue des Communes 1, 6181 Gouy-lez-Piéton, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 26/06/2013- 30/06/2019

SAHLI Mourad

Rue Allard-Cambier 25, 7160 Piéton, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 26/06/2013- 30/06/2019

SEMPO Maxime

Rue de Colnet 10, 6040 Jumet (Charleroi), Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 26/06/2013- 30/06/2019

TANZILLI Antoine

Rue de l'Athénée 12, 6000 Charleroi, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 16/12/2015- 20/03/2017

VANROSSOMME Jacques

Rue Albert 1er 91, 6220 Lambusart, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 16/12/2014- 30/06/2019

WAUTELET Guy

Rue Alfred Thiebaut 22, 6280 Gerpinnes, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 26/06/2013- 30/06/2019

RSM Interaudit SCRL 0436.391.122

Rue Antoine de Saint Exupéry 14, 6041 Gosselies, Belgique

Fonction : Commissaire, Numéro de membre : B00091

Mandat : 1/07/2016- 30/06/2019

Représenté par :

1. LEJUSTE Thierry
Rue Antoine de Saint Exupéry 14 , 6041 Gosselies, Belgique
Réviseur, Numéro de membre : A01286
2. SAEY Catherine
Rue Antoine de Saint Exupéry 14 , 6041 Gosselies, Belgique
Réviseur, Numéro de membre : A01954

DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE

L'organe de gestion déclare qu'aucune mission de vérification ou de redressement n'a été confiée à une personne qui n'y est pas autorisée par la loi, en application des articles 34 et 37 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

Les comptes annuels ~~ont~~ / n'ont pas * été vérifiés ou corrigés par un expert-comptable externe, par un réviseur d'entreprises qui n'est pas le commissaire.

Dans l'affirmative, sont mentionnés dans le tableau ci-dessous: les nom, prénoms, profession et domicile; le numéro de membre auprès de son institut et la nature de la mission:

- A. La tenue des comptes de l'entreprise **,
- B. L'établissement des comptes annuels **,
- C. La vérification des comptes annuels et/ou
- D. Le redressement des comptes annuels.

Si des missions visées sous A. ou sous B. ont été accomplies par des comptables agréés ou par des comptables-fiscalistes agréés, peuvent être mentionnés ci-après: les nom, prénoms, profession et domicile de chaque comptable agréé ou comptable-fiscaliste agréé et son numéro de membre auprès de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés ainsi que la nature de sa mission.

Nom, prénoms, profession, domicile	Numéro de membre	Nature de la mission (A, B, C et/ou D)

* Biffer la mention inutile.

** Mention facultative.

COMPTES ANNUELS

BILAN APRÈS RÉPARTITION

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIF				
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT	6.1	20		
ACTIFS IMMOBILISÉS		21/28	<u>53.890.150,30</u>	<u>41.532.899,86</u>
Immobilisations incorporelles	6.2	21	62.265,63	72.110,91
Immobilisations corporelles	6.3	22/27	53.083.608,09	40.716.848,37
Terrains et constructions		22	10.024.848,71	10.537.736,95
Installations, machines et outillage		23	17.026.624,13	20.143.859,46
Mobilier et matériel roulant		24	5.498.863,80	7.176.063,81
Location-financement et droits similaires		25		
Autres immobilisations corporelles		26	125.000,00	125.000,00
Immobilisations en cours et acomptes versés		27	20.408.271,45	2.734.188,15
Immobilisations financières	6.4 / 6.5.1	28	744.276,58	743.940,58
Entreprises liées	6.15	280/1	560.000,00	560.000,00
Participations		280	560.000,00	560.000,00
Créances		281		
Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	6.15	282/3	151.521,82	151.521,82
Participations		282	151.521,82	151.521,82
Créances		283		
Autres immobilisations financières		284/8	32.754,76	32.418,76
Actions et parts		284	8.426,11	8.426,11
Créances et cautionnements en numéraire		285/8	24.328,65	23.992,65

Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent	
	ACTIFS CIRCULANTS	29/58	35.353.509,07	33.236.364,64
	Créances à plus d'un an	29		
	Créances commerciales	290		
	Autres créances	291		
	Stocks et commandes en cours d'exécution	3	1.654.820,17	1.463.442,34
	Stocks	30/36	1.654.820,17	1.463.442,34
	Approvisionnements	30/31	1.565.238,96	1.375.983,82
	En-cours de fabrication	32		
	Produits finis	33		
	Marchandises	34	89.581,21	87.458,52
	Immeubles destinés à la vente	35		
	Acomptes versés	36		
	Commandes en cours d'exécution	37		
	Créances à un an au plus	40/41	23.169.092,82	26.292.463,23
	Créances commerciales	40	4.791.099,69	5.922.811,93
	Autres créances	41	18.377.993,13	20.369.651,30
	Placements de trésorerie	6.5.1 / 6.6 50/53	6.424.139,98	2.365.989,05
	Actions propres	50		
	Autres placements	51/53	6.424.139,98	2.365.989,05
	Valeurs disponibles	54/58	3.975.629,68	2.825.524,46
	Comptes de régularisation	6.6 490/1	129.826,42	288.945,56
	TOTAL DE L'ACTIF	20/58	89.243.659,37	74.769.264,50

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
PASSIF				
CAPITAUX PROPRES		10/15	21.609.815,89	22.705.381,69
Capital	6.7.1	10	6.532.589,53	6.532.539,95
Capital souscrit		100	6.532.589,53	6.532.539,95
Capital non appelé ⁴		101		
Primes d'émission		11		
Plus-values de réévaluation		12	2.432.070,49	2.432.070,49
Réserves		13	1.766.412,75	1.766.412,75
Réserve légale		130	214.189,03	214.189,03
Réserves indisponibles		131		
Pour actions propres		1310		
Autres		1311		
Réserves immunisées		132		
Réserves disponibles		133	1.552.223,72	1.552.223,72
Bénéfice (Perte) reporté(e)(+)/(-)		14		
Subsides en capital		15	10.878.743,12	11.974.358,50
Avance aux associés sur répartition de l'actif net ⁵		19		
PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS		16	9.850.871,14	8.821.311,57
Provisions pour risques et charges		160/5	9.850.871,14	8.821.311,57
Pensions et obligations similaires		160		
Charges fiscales		161		
Grosses réparations et gros entretien		162	5.197.765,47	4.477.764,91
Obligations environnementales		163		
Autres risques et charges	6.8	164/5	4.653.105,67	4.343.546,66
Impôts différés		168		

⁴ Montant venant en déduction du capital souscrit.

⁵ Montant venant en déduction des autres composantes des capitaux propres.

Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent		
	DETTES	17/49	57.782.972,34	43.242.571,24	
	Dettes à plus d'un an	6.9	17	31.853.153,21	26.942.293,72
	Dettes financières	170/4	31.853.153,21	26.942.293,72	
	Emprunts subordonnés	170			
	Emprunts obligataires non subordonnés	171			
	Dettes de location-financement et dettes assimilées	172			
	Etablissements de crédit	173	31.853.153,21	26.942.293,72	
	Autres emprunts	174			
	Dettes commerciales	175			
	Fournisseurs	1750			
	Effets à payer	1751			
	Acomptes reçus sur commandes	176			
	Autres dettes	178/9			
	Dettes à un an au plus	6.9	42/48	23.296.831,96	15.533.253,23
	Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	5.801.689,78	5.400.819,28	
	Dettes financières	43			
	Etablissements de crédit	430/8			
	Autres emprunts	439			
	Dettes commerciales	44	10.066.544,12	3.551.216,30	
	Fournisseurs	440/4	10.066.544,12	3.551.216,30	
	Effets à payer	441			
	Acomptes reçus sur commandes	46			
	Dettes fiscales, salariales et sociales	6.9	45	3.613.676,42	2.890.273,10
	Impôts	450/3	1.092.456,24	547.747,26	
	Rémunérations et charges sociales	454/9	2.521.220,18	2.342.525,84	
	Autres dettes	47/48	3.814.921,64	3.690.944,55	
	Comptes de régularisation	6.9	492/3	2.632.987,17	767.024,29
	TOTAL DU PASSIF	10/49	89.243.659,37	74.769.264,50	

COMPTE DE RÉSULTATS

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Ventes et prestations		70/76A	17.137.017,02	17.493.795,27
Chiffre d'affaires	6.10	70	12.709.071,97	12.656.066,21
En-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution: augmentation (réduction)(+)/(-)		71		
Production immobilisée		72		
Autres produits d'exploitation	6.10	74	4.026.780,08	3.840.038,09
Produits d'exploitation non récurrents	6.12	76A	401.164,97	997.690,97
Coût des ventes et des prestations		60/66A	56.334.604,21	55.818.774,32
Approvisionnements et marchandises		60	748.140,15	621.118,08
Achats		600/8	929.891,22	968.469,02
Stocks: réduction (augmentation)(+)/(-)		609	-181.751,07	-347.350,94
Services et biens divers		61	20.873.696,35	19.067.698,17
Rémunérations, charges sociales et pensions(+)/(-)	6.10	62	25.952.281,07	25.159.177,24
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		630	5.966.574,96	6.240.177,70
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises)(+)/(-)		631/4	10.309,60	775,93
Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises)(+)/(-)	6.10	635/8	1.029.559,57	2.606.702,14
Autres charges d'exploitation	6.10	640/8	1.495.362,32	1.239.184,29
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration(-)		649		
Charges d'exploitation non récurrentes	6.12	66A	258.680,19	883.940,77
Bénéfice (Perte) d'exploitation(+)/(-)		9901	-39.197.587,19	-38.324.979,05

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Produits financiers		75/76B	1.319.147,18	1.400.879,30
Produits financiers récurrents		75	1.319.147,18	1.398.197,14
Produits des immobilisations financières		750		
Produits des actifs circulants		751		
Autres produits financiers	6.11	752/9	1.319.147,18	1.398.197,14
Produits financiers non récurrents	6.12	76B		2.682,16
Charges financières	6.11	65/66B	794.611,83	897.875,54
Charges financières récurrentes		65	794.611,83	897.875,54
Charges des dettes		650	792.427,79	891.676,62
Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales: dotations (reprises)(+)/(-)		651		
Autres charges financières		652/9	2.184,04	6.198,92
Charges financières non récurrentes	6.12	66B		
Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts(+)/(-)		9903	-38.673.051,84	-37.821.975,29
Prélèvements sur les impôts différés		780		
Transfert aux impôts différés		680		
Impôts sur le résultat(+)/(-)	6.13	67/77		
Impôts		670/3		
Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales		77		
Bénéfice (Perte) de l'exercice(+)/(-)		9904	-38.673.051,84	-37.821.975,29
Prélèvements sur les réserves immunisées		789		
Transfert aux réserves immunisées		689		
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter(+)/(-)		9905	-38.673.051,84	-37.821.975,29

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Bénéfice (Perte) à affecter(+)/(-)	9906	-38.673.051,84	-37.821.975,29
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter(+)/(-)	(9905)	-38.673.051,84	-37.821.975,29
Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent(+)/(-)	14P		
Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		
sur le capital et les primes d'émission	791		
sur les réserves	792		
Affectations aux capitaux propres	691/2		
au capital et aux primes d'émission	691		
à la réserve légale	6920		
aux autres réserves	6921		
Bénéfice (Perte) à reporter(+)/(-)	(14)		
Intervention d'associés dans la perte	794	38.673.051,84	37.821.975,29
Bénéfice à distribuer	694/7		
Rémunération du capital	694		
Administrateurs ou gérants	695		
Employés	696		
Autres allocataires	697		

	Codes	Exercice	Exercice précédent
CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES, SAVOIR-FAIRE, MARQUES ET DROITS SIMILAIRES			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8052P	xxxxxxxxxxxxxxx	433.934,71
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8022	87.415,62	
Cessions et désaffectations	8032	30.243,68	
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8042		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8052	491.106,65	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8122P	xxxxxxxxxxxxxxx	361.823,80
Mutations de l'exercice			
Actés	8072	77.098,44	
Repris	8082		
Acquis de tiers	8092		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8102	10.081,22	
Transférés d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8112		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8122	428.841,02	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	211	<u>62.265,63</u>	

ETAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Codes	Exercice	Exercice précédent
TERRAINS ET CONSTRUCTIONS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8191P	xxxxxxxxxxxxxxxx	19.294.884,58
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8161	20.695,34	
Cessions et désaffectations	8171		
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8181		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8191	19.315.579,92	
Plus-values au terme de l'exercice	8251P	xxxxxxxxxxxxxxxx	2.432.070,49
Mutations de l'exercice			
Actés	8211		
Acquises de tiers	8221		
Annulées	8231		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8241		
Plus-values au terme de l'exercice	8251	2.432.070,49	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8321P	xxxxxxxxxxxxxxxx	11.189.218,12
Mutations de l'exercice			
Actés	8271	533.583,58	
Repris	8281		
Acquises de tiers	8291		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8301		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8311		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8321	11.722.801,70	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(22)	10.024.848,71	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
INSTALLATIONS, MACHINES ET OUTILLAGE			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8192P	xxxxxxxxxxxxxx	89.645.471,47
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8162	233.539,75	
Cessions et désaffectations	8172	139.728,74	
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8182		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8192	89.739.282,48	
Plus-values au terme de l'exercice	8252P	xxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actés	8212		
Acquises de tiers	8222		
Annulées	8232		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8242		
Plus-values au terme de l'exercice	8252		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8322P	xxxxxxxxxxxxxx	69.501.612,01
Mutations de l'exercice			
Actés	8272	3.350.775,08	
Repris	8282		
Acquises de tiers	8292		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8302	139.728,74	
Transférés d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8312		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8322	72.712.658,35	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(23)	17.026.624,13	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
MOBILIER ET MATÉRIEL ROULANT			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8193P	xxxxxxxxxxxxxxx	21.295.590,46
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8163	327.917,85	
Cessions et désaffectations	8173	1.357.261,02	
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8183		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8193	20.266.247,29	
Plus-values au terme de l'exercice	8253P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actés	8213		
Acquises de tiers	8223		
Annulées	8233		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8243		
Plus-values au terme de l'exercice	8253		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8323P	xxxxxxxxxxxxxxx	14.119.526,65
Mutations de l'exercice			
Actés	8273	2.005.117,86	
Repris	8283		
Acquis de tiers	8293		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8303	1.357.261,02	
Transférés d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8313		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8323	14.767.383,49	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(24)	5.498.863,80	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8195P	xxxxxxxxxxxxxxx	200.000,00
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8165		
Cessions et désaffectations	8175		
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8185		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8195	200.000,00	
Plus-values au terme de l'exercice	8255P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées	8215		
Acquises de tiers	8225		
Annulées	8235		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8245		
Plus-values au terme de l'exercice	8255		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8325P	xxxxxxxxxxxxxxx	75.000,00
Mutations de l'exercice			
Actés	8275		
Repris	8285		
Acquis de tiers	8295		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8305		
Transférés d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8315		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8325	75.000,00	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(26)	<u>125.000,00</u>	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
IMMOBILISATIONS EN COURS ET ACOMPTES VERSÉS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8196P	xxxxxxxxxxxxxxxx	2.734.188,15
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8166	17.674.083,30	
Cessions et désaffectations	8176		
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8186		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8196	20.408.271,45	
Plus-values au terme de l'exercice	8256P	xxxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées	8216		
Acquises de tiers	8226		
Annulées	8236		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8246		
Plus-values au terme de l'exercice	8256		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8326P	xxxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actés	8276		
Repris	8286		
Acquis de tiers	8296		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8306		
Transférés d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8316		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8326		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(27)	20.408.271,45	

ETAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES LIÉES – PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8391P	xxxxxxxxxxxxxxxx	562.300,00
Mutations de l'exercice			
Acquisitions	8361		
Cessions et retraits	8371		
Transferts d'une rubrique à une autre	8381		
.....(+)/(-)			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8391	562.300,00	
Plus-values au terme de l'exercice	8451P	xxxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées	8411		
Acquises de tiers	8421		
Annulées	8431		
Transférées d'une rubrique à une autre	8441		
.....(+)/(-)			
Plus-values au terme de l'exercice	8451		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8521P	xxxxxxxxxxxxxxxx	2.300,00
Mutations de l'exercice			
Actées	8471		
Reprises	8481		
Acquises de tiers	8491		
Annulées à la suite de cessions et retraits	8501		
Transférées d'une rubrique à une autre	8511		
.....(+)/(-)			
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8521	2.300,00	
Montants non appelés au terme de l'exercice	8551P	xxxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice	8541		
.....(+)/(-)			
Montants non appelés au terme de l'exercice	8551		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(280)	<u>560.000,00</u>	
ENTREPRISES LIÉES - CRÉANCES			
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	281P	<u>xxxxxxxxxxxxxxxx</u>	
Mutations de l'exercice			
Additions	8581		
Remboursements	8591		
Réductions de valeur actées	8601		
Réductions de valeur reprises	8611		
Différences de change	8621		
.....(+)/(-)			
Autres	8631		
.....(+)/(-)			
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(281)	<u> </u>	
RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE	8651	<u> </u>	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES AVEC LIEN DE PARTICIPATION – PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8392P	xxxxxxxxxxxxxxx	145.056,91
Mutations de l'exercice			
Acquisitions	8362		
Cessions et retraits	8372		
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8382		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8392	145.056,91	
Plus-values au terme de l'exercice	8452P	xxxxxxxxxxxxxxx	6.464,91
Mutations de l'exercice			
Actées	8412		
Acquises de tiers	8422		
Annulées	8432		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8442		
Plus-values au terme de l'exercice	8452	6.464,91	
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8522P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées	8472		
Reprises	8482		
Acquises de tiers	8492		
Annulées à la suite de cessions et retraits	8502		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8512		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8522		
Montants non appelés au terme de l'exercice	8552P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice(+)/(-)	8542		
Montants non appelés au terme de l'exercice	8552		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(282)	<u>151.521,82</u>	
ENTREPRISES AVEC LIEN DE PARTICIPATION - CRÉANCES			
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	283P	<u>xxxxxxxxxxxxxxx</u>	
Mutations de l'exercice			
Additions	8582		
Remboursements	8592		
Réductions de valeur actées	8602		
Réductions de valeur reprises	8612		
Différences de change(+)/(-)	8622		
Autres(+)/(-)	8632		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(283)	<u> </u>	
RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE	8652	<u> </u>	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
AUTRES ENTREPRISES – PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8393P	xxxxxxxxxxxxxxx	8.486,61
Mutations de l'exercice			
Acquisitions	8363		
Cessions et retraits	8373		
Transferts d'une rubrique à une autre	8383		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8393	8.486,61	
Plus-values au terme de l'exercice	8453P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées	8413		
Acquises de tiers	8423		
Annulées	8433		
Transférées d'une rubrique à une autre	8443		
Plus-values au terme de l'exercice	8453		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8523P	xxxxxxxxxxxxxxx	60,50
Mutations de l'exercice			
Actées	8473		
Reprises	8483		
Acquises de tiers	8493		
Annulées à la suite de cessions et retraits	8503		
Transférées d'une rubrique à une autre	8513		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8523	60,50	
Montants non appelés au terme de l'exercice	8553P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice	8543		
Montants non appelés au terme de l'exercice	8553		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(284)	<u>8.426,11</u>	
AUTRES ENTREPRISES - CRÉANCES			
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	285/8P	<u>xxxxxxxxxxxxxxx</u>	<u>23.992,65</u>
Mutations de l'exercice			
Additions	8583	336,00	
Remboursements	8593		
Réductions de valeur actées	8603		
Réductions de valeur reprises	8613		
Différences de change	8623		
Autres	8633		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(285/8)	<u>24.328,65</u>	
RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE	8653		

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS**PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES**

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles l'entreprise détient une participation (comprise dans les rubriques 280 et 282 de l'actif) ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'entreprise détient des droits sociaux (compris dans les rubriques 284 et 51/53 de l'actif) représentant 10% au moins du capital souscrit.

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles				
	Nature	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
		Nombre	%	%			(+) of (-)	
RECYMEX SA PI Badour Sud / Rue des Roseaux 4 7331 Baudour Belgique 0456.821.795	actions nominatives	5.360	13,40	0,00	31/12/2016	EUR	1.655.821	-273.082
LRVS SCRL rue du Déversoir 1 6010 Couillet Belgique 0500.518.218	Parts nominatives	42	33,33	0,00	31/12/2016	EUR	110.882	0
VALTRIS SCRL rue du Déversoir 1 6010 Couillet Belgique 0842.689.280	Parts nominatives	5.560	99,64	0,00	31/12/2016	EUR	416.526	5.578
COPIDEC SCRL rue de la Lache 4 5150 Floreffe Belgique 0541.505.963	Parts sociales	50	14,28	0,00	31/12/2016	EUR	34.967	991

PLACEMENTS DE TRÉSORERIE ET COMPTES DE RÉGULARISATION DE L'ACTIF

	Codes	Exercice	Exercice précédent
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE – AUTRES PLACEMENTS			
Actions, parts et placements autres que placements à revenu fixe	51		
Actions et parts – Valeur comptable augmentée du montant non appelé	8681		
Actions et parts – Montant non appelé	8682		
Métaux précieux et œuvres d'art	8683		
Titres à revenu fixe	52		
Titres à revenu fixe émis par des établissements de crédit	8684		
Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit	53	6.424.139,98	2.365.989,05
Avec une durée résiduelle ou de préavis			
d'un mois au plus	8686		
de plus d'un mois à un an au plus	8687	6.424.139,98	1.865.989,05
de plus d'un an	8688		500.000,00
Autres placements de trésorerie non repris ci-avant	8689		
			Exercice
COMPTES DE RÉGULARISATION			
Ventilation de la rubrique 490/1 de l'actif si celle-ci représente un montant important			
Charges à reporter			93.820,64
Produits acquis			36.005,78

ETAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT**ETAT DU CAPITAL****Capital social**

Capital souscrit au terme de l'exercice
 Capital souscrit au terme de l'exercice

Codes	Exercice	Exercice précédent
100P	XXXXXXXXXXXXXXXX	6.532.539,95
(100)	6.532.589,53	

Modifications au cours de l'exercice

Capital souscrit Courcelles
 Capital souscrit Charleroi "Secteur 2"

Représentation du capital
Catégories d'actions

Partis sociales
 Actions nominatives
 Actions dématérialisées

Codes	Montants	Nombre d'actions
	24,79	1
	24,79	1
	6.532.589,53	263.524
8702	XXXXXXXXXXXXXXXX	263.524
8703	XXXXXXXXXXXXXXXX	

Capital non libéré

Capital non appelé
 Capital appelé, non versé
 Actionnaires redevables de libération
 CPAS d'Aiseau-Presles

Codes	Montant non appelé	Montant appelé, non versé
(101)		XXXXXXXXXXXXXXXX
8712	XXXXXXXXXXXXXXXX	24,79
		24,79

Actions propres

Détenues par la société elle-même
 Montant du capital détenu
 Nombre d'actions correspondantes
 Détenues par ses filiales
 Montant du capital détenu
 Nombre d'actions correspondantes

Engagement d'émission d'actions

Suite à l'exercice de droits de conversion
 Montant des emprunts convertibles en cours
 Montant du capital à souscrire
 Nombre maximum correspondant d'actions à émettre
 Suite à l'exercice de droits de souscription
 Nombre de droits de souscription en circulation
 Montant du capital à souscrire
 Nombre maximum correspondant d'actions à émettre

Capital autorisé non souscrit

Codes	Exercice
8721	
8722	
8731	
8732	
8740	
8741	
8742	
8745	
8746	
8747	
8751	

Parts non représentatives du capital

Répartition

Nombre de parts

Nombre de voix qui y sont attachées

Ventilation par actionnaire

Nombre de parts détenues par la société elle-même

Nombre de parts détenues par les filiales

Codes	Exercice
8761	
8762	
8771	
8781	

STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT DE L'ENTREPRISE À LA DATE DE CLÔTURE DE SES COMPTES

Telle qu'elle résulte des déclarations reçues par l'entreprise en vertu du Code des sociétés, art. 631 §2 dernier alinéa et art. 632 §2 dernier alinéa, de la loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes, art. 14 alinéa 4 de l'arrêté royal du 21 août 2008 fixant les règles complémentaires applicables à certains systèmes multilatéraux de négociation, art. 5.

Parts sociales de catégorie A

Aiseau-Presles	9.554 parts sociales
Anderlues	11.421 parts sociales
Chapelle-lez-Herlaimont	14.511 parts sociales
Charleroi	112.153 parts sociales
Châtelet	20.039 parts sociales
Courcelles	15.858 parts sociales
Farciennes	7.022 parts sociales
Fleurus	22.316 parts sociales
Fontaine-l'Evêque	10.835 parts sociales
Gerpennes	6.616 parts sociales
Ham-sur-Heure/Nalinnes	5.253 parts sociales
Les Bons Villers	8.106 parts sociales
Montigny-le-Tilleul	4.479 parts sociales
Pont-à-Celles	15.352 parts sociales

Parts sociales de catégorie B

Igretec SCRL	1 part sociale
ISPPC	1 part sociale
CPAS d'Aiseau-Presles	1 part sociale
CPAS d'Anderlues	1 part sociale
CPAS de Châtelet	1 part sociale
CPAS de Charleroi	1 part sociale
Zone de Secours Hainaut Est	1 part sociale
CPAS de Courcelles	1 part sociale

Parts sociales de catégorie C

Charleroi Secteur 2	1 part sociale
---------------------	----------------

PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES**VENTILATION DE LA RUBRIQUE 164/5 DU PASSIF SI CELLE-CI REPRÉSENTE UN MONTANT IMPORTANT**

Provision pour charges salariales
Provision pour litiges en cours
Provision pour passif social

Exercice
287.189,69
114.000,00
4.251.915,98

ETAT DES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION DU PASSIF

VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE

Dettes à plus d'un an échéant dans l'année

	Codes	Exercice
Dettes financières	8801	5.801.689,78
Emprunts subordonnés	8811	
Emprunts obligataires non subordonnés	8821	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8831	
Etablissements de crédit	8841	5.801.689,78
Autres emprunts	8851	
Dettes commerciales	8861	
Fournisseurs	8871	
Effets à payer	8881	
Acomptes reçus sur commandes	8891	
Autres dettes	8901	

Total des dettes à plus d'un an échéant dans l'année (42) 5.801.689,78

Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir

Dettes financières	8802	22.047.735,91
Emprunts subordonnés	8812	
Emprunts obligataires non subordonnés	8822	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8832	
Etablissements de crédit	8842	22.047.735,91
Autres emprunts	8852	
Dettes commerciales	8862	
Fournisseurs	8872	
Effets à payer	8882	
Acomptes reçus sur commandes	8892	
Autres dettes	8902	

Total des dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir 8912 22.047.735,91

Dettes ayant plus de 5 ans à courir

Dettes financières	8803	9.805.417,30
Emprunts subordonnés	8813	
Emprunts obligataires non subordonnés	8823	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8833	
Etablissements de crédit	8843	9.805.417,30
Autres emprunts	8853	
Dettes commerciales	8863	
Fournisseurs	8873	
Effets à payer	8883	
Acomptes reçus sur commandes	8893	
Autres emprunts	8903	

Total des dettes ayant plus de 5 ans à courir 8913 9.805.417,30

DETTES GARANTIES (comprises dans les rubriques 17 et 42/48 du passif)**Dettes garanties par les pouvoirs publics belges**

	Codes	Exercice
Dettes financières	8921	36.942.293,72
Emprunts subordonnés	8931	
Emprunts obligataires non subordonnés	8941	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8951	
Etablissements de crédit	8961	36.942.293,72
Autres emprunts	8971	
Dettes commerciales	8981	
Fournisseurs	8991	
Effets à payer	9001	
Acomptes reçus sur commandes	9011	
Dettes salariales et sociales	9021	
Autres dettes	9051	
Total des dettes garanties par les pouvoirs publics belges	9061	36.942.293,72

Dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise

Dettes financières	8922	
Emprunts subordonnés	8932	
Emprunts obligataires non subordonnés	8942	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8952	
Etablissements de crédit	8962	
Autres emprunts	8972	
Dettes commerciales	8982	
Fournisseurs	8992	
Effets à payer	9002	
Acomptes reçus sur commandes	9012	
Dettes fiscales, salariales et sociales	9022	
Impôts	9032	
Rémunérations et charges sociales	9042	
Autres dettes	9052	
Total des dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise	9062	

DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES**Impôts** (rubriques 450/3 et 178/9 du passif)

Dettes fiscales échues	9072	
Dettes fiscales non échues	9073	1.092.456,24
Dettes fiscales estimées	450	
Rémunérations et charges sociales (rubriques 454/9 et 178/9 du passif)		
Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale	9076	
Autres dettes salariales et sociales	9077	2.521.220,18

N° 0201.543.234

C 6.9

COMPTES DE RÉGULARISATION

Ventilation de la rubrique 492/3 du passif si celle-ci représente un montant important

Charges à imputer

Produits à reporter

Exercice
2.498.543,79
134.443,38

RÉSULTATS D'EXPLOITATION**PRODUITS D'EXPLOITATION****Chiffre d'affaires net**

Ventilation par catégorie d'activité

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Traitement		125.613,04	110.256,47
Valorisation parcs à conteneurs		1.609.368,57	1.561.759,51
Intervention administration générale		301.659,53	285.905,39
Divers		848.652,35	1.003.132,89
Ventes mitrilles		236.410,10	168.765,78
Ventes diverses : verres, cartons, métaux, plastiques		3.642.388,27	3.548.546,58
Conteneurs/Enlèvements spéciaux		1.508.897,05	827.702,32
Energie		548.345,39	510.538,62
Evacuations pour compte de tiers		1.239.048,53	2.059.037,52
Vente de sacs		2.648.689,14	2.580.421,13

Ventilation par marché géographique

Autres produits d'exploitation

Subsides d'exploitation et montants compensatoires obtenus des pouvoirs publics	740	1.341.680,70	1.233.156,43
---	-----	--------------	--------------

CHARGES D'EXPLOITATION**Travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel**

Nombre total à la date de clôture	9086	486	472
Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein	9087	492,6	487,4
Nombre d'heures effectivement prestées	9088	700.145	705.819

Frais de personnel

Rémunérations et avantages sociaux directs	620	19.307.352,12	18.937.647,46
Cotisations patronales d'assurances sociales	621	5.107.487,95	4.891.113,93
Primes patronales pour assurances extralégales	622	307.520,17	391.811,99
Autres frais de personnel	623	1.229.920,83	938.603,86
Pensions de retraite et de survie	624		

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Provisions pour pensions et obligations similaires			
Dotations (utilisations et reprises)	635		
Réductions de valeur			
Sur stocks et commandes en cours			
Actées	9110		775,93
Reprises	9111	9.626,76	
Sur créances commerciales			
Actées	9112	19.936,36	
Reprises	9113		
Provisions pour risques et charges			
Constitutions	9115	9.850.871,14	8.821.311,57
Utilisations et reprises	9116	8.821.311,57	6.214.609,43
Autres charges d'exploitation			
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	640	1.255.362,32	1.238.079,76
Autres	641/8	240.000,00	1.104,53
Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise			
Nombre total à la date de clôture	9096		
Nombre moyen calculé en équivalents temps plein	9097	8,7	9,8
Nombre d'heures effectivement prestées	9098	17.162	19.421
Frais pour l'entreprise	617	446.963,69	408.055,19

RÉSULTATS FINANCIERS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS FINANCIERS RÉCURRENTS			
Autres produits financiers			
Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats			
Subsides en capital	9125	1.311.615,38	1.328.583,97
Subsides en intérêts	9126		
Ventilation des autres produits financiers			
Intérêts financiers		4.876,82	66.958,19
Intérêts s/avance de fonds		2.654,98	2.654,98
CHARGES FINANCIÈRES RÉCURRENTES			
Amortissement des frais d'émission d'emprunts	6501		
Intérêts portés à l'actif	6503		
Réductions de valeur sur actifs circulants			
Actées	6510		
Reprises	6511		
Autres charges financières			
Montant de l'escompte à charge de l'entreprise sur la négociation de créances	653		
Provisions à caractère financier			
Dotations	6560		
Utilisations et reprises	6561		
Ventilation des autres charges financières			

PRODUITS ET CHARGES DE TAILLE OU D'INCIDENCE EXCEPTIONNELLE

	Codes	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS NON RÉCURRENTS	76	401.164,97	1.000.373,13
Produits d'exploitation non récurrents	(76A)	401.164,97	997.690,97
Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles	760	10.081,22	242.460,31
Reprises de provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels	7620		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	7630	78.250,00	9.756,94
Autres produits d'exploitation non récurrents	764/8	312.833,75	745.473,72
Produits financiers non récurrents	(76B)		2.682,16
Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	761		
Reprises de provisions pour risques et charges financiers exceptionnels	7621		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations financières	7631		
Autres produits financiers non récurrents	769		2.682,16
CHARGES NON RÉCURRENTES	66	258.680,19	883.940,77
Charges d'exploitation non récurrentes	(66A)	258.680,19	883.940,77
Amortissements et réductions de valeur non récurrents sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	660		
Provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels: dotations (utilisations)	6620		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	6630		
Autres charges d'exploitation non récurrentes	664/7	258.680,19	883.940,77
Charges d'exploitation non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration	6690		
Charges financières non récurrentes	(66B)		
Réductions de valeur sur immobilisations financières	661		
Provisions pour risques et charges financiers exceptionnels: dotations (utilisations)	6621		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations financières	6631		
Autres charges financières non récurrentes	668		
Charges financières non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration	6691		

IMPÔTS ET TAXES

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Impôts sur le résultat de l'exercice
Impôts et précomptes dus ou versés
Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif
Suppléments d'impôts estimés
Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs
Suppléments d'impôts dus ou versés
Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés

Codes	Exercice
9134	
9135	
9136	
9137	
9138	
9139	
9140	

Principales sources de disparités entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé

Incidence des résultats non récurrents sur le montant des impôts sur le résultat de l'exercice

Exercice

Sources de latences fiscales

Latences actives
Pertes fiscales cumulées, déductibles des bénéfices taxables ultérieurs
Latences passives
Ventilation des latences passives

Codes	Exercice
9141	
9142	
9144	

TAXES SUR LA VALEUR AJOUTÉE ET IMPÔTS À CHARGE DE TIERS

Taxes sur la valeur ajoutée, portées en compte
A l'entreprise (déductibles)
Par l'entreprise
Montants retenus à charge de tiers, au titre de
Précompte professionnel
Précompte mobilier

Codes	Exercice	Exercice précédent
9145	2.903.269,58	2.492.674,77
9146	2.476.365,62	1.915.158,61
9147	4.399.377,94	4.182.592,76
9148		

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

	Codes	Exercice
GARANTIES PERSONNELLES CONSTITUÉES OU IRRÉVOCABLEMENT PROMISES PAR L'ENTREPRISE POUR SÛRETÉ DE DETTES OU D'ENGAGEMENTS DE TIERS	9149	_____
Dont		
Effets de commerce en circulation endossés par l'entreprise	9150	
Effets de commerce en circulation tirés ou avalisés par l'entreprise	9151	
Montant maximum à concurrence duquel d'autres engagements de tiers sont garantis par l'entreprise	9153	
 GARANTIES RÉELLES		
Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de l'entreprise		
Hypothèques		
Valeur comptable des immeubles grevés	9161	
Montant de l'inscription	9171	
Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription	9181	
Gages sur d'autres actifs - Valeur comptable des actifs gagés	9191	
Sûretés constituées sur actifs futurs - Montant des actifs en cause	9201	
 Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de tiers		
Hypothèques		
Valeur comptable des immeubles grevés	9162	
Montant de l'inscription	9172	
Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription	9182	
Gages sur d'autres actifs - Valeur comptable des actifs gagés	9192	
Sûretés constituées sur actifs futurs - Montant des actifs en cause	9202	

	Codes	Exercice
BIENS ET VALEURS DÉTENUS PAR DES TIERS EN LEUR NOM MAIS AUX RISQUES ET PROFITS DE L'ENTREPRISE, S'ILS NE SONT PAS PORTÉS AU BILAN		
 ENGAGEMENTS IMPORTANTS D'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS		
 ENGAGEMENTS IMPORTANTS DE CESSION D'IMMOBILISATIONS		
 MARCHÉ À TERME		
Marchandises achetées (à recevoir)	9213	
Marchandises vendues (à livrer)	9214	
Devises achetées (à recevoir)	9215	
Devises vendues (à livrer)	9216	

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS RÉSULTANT DE GARANTIES TECHNIQUES ATTACHÉES À DES VENTES OU PRESTATIONS DÉJÀ EFFECTUÉES

Exercice

MONTANT, NATURE ET FORME DES LITIGES ET AUTRES ENGAGEMENTS IMPORTANTS

Exercice

RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE PENSION DE RETRAITE OU DE SURVIE INSTAURÉS AU PROFIT DU PERSONNEL OU DES DIRIGEANTS

Description succincte

L'entreprise accorde :

- des jours de maladie qui peuvent être reportés.
- une assurance groupe

Mesures prises pour en couvrir la charge

Une provision a été constituée.

PENSIONS DONT LE SERVICE INCOMBE À L'ENTREPRISE ELLE-MÊME

Montant estimé des engagements résultant, pour l'entreprise, de prestations déjà effectuées

Bases et méthodes de cette estimation

Code	Exercice
9220	

NATURE ET IMPACT FINANCIER DES ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE, non pris en compte dans le bilan ou le compte de résultats

Exercice

ENGAGEMENTS D'ACHAT OU DE VENTE DONT LA SOCIÉTÉ DISPOSE COMME ÉMETTEUR D'OPTIONS DE VENTE OU D'ACHAT

Exercice

NATURE, OBJECTIF COMMERCIAL ET CONSÉQUENCES FINANCIÈRES DES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN

A condition que les risques ou les avantages découlant de ces opérations soient significatifs et dans la mesure où la divulgation des risques ou avantages soit nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de la société

Exercice

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

AUTRES DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN (dont ceux non susceptibles d'être quantifiés)

Exercice

**RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET LES AUTRES
ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION**

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES LIÉES			
Immobilisations financières	(280/1)	560.000,00	560.000,00
Participations	(280)	560.000,00	560.000,00
Créances subordonnées	9271		
Autres créances	9281		
Créances	9291	2.974.253,58	1.076.597,36
A plus d'un an	9301		
A un an au plus	9311	2.974.253,58	1.076.597,36
Placements de trésorerie	9321		
Actions	9331		
Créances	9341		
Dettes	9351		
A plus d'un an	9361		
A un an au plus	9371		
Garanties personnelles et réelles			
Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées	9381	6.500.000,00	6.500.000,00
Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises liées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise	9391		
Autres engagements financiers significatifs	9401		
Résultats financiers			
Produits des immobilisations financières	9421		
Produits des actifs circulants	9431		
Autres produits financiers	9441		
Charges des dettes	9461		
Autres charges financières	9471		
Cessions d'actifs immobilisés			
Plus-values réalisées	9481		
Moins-values réalisées	9491		

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET LES AUTRES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES ASSOCIÉES			
Immobilisations financières	9253		
Participations	9263		
Créances subordonnées	9273		
Autres créances	9283		
Créances	9293		
A plus d'un an	9303		
A un an au plus	9313		
Dettes	9353		
A plus d'un an	9363		
A un an au plus	9373		
Garanties personnelles et réelles			
Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises associées	9383		
Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises associées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise	9393		
Autres engagements financiers significatifs	9403		
AUTRES ENTREPRISES AVEC UN LIEN DE PARTICIPATION			
Immobilisations financières	9252	151.521,82	151.521,82
Participations	9262	151.521,82	151.521,82
Créances subordonnées	9272		
Autres créances	9282		
Créances	9292		
A plus d'un an	9302		
A un an au plus	9312		
Dettes	9352		
A plus d'un an	9362		
A un an au plus	9372		

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES EFFECTUÉES DANS DES CONDITIONS AUTRES QUE CELLES DU MARCHÉ

Mention de telles transactions, si elles sont significatives, y compris le montant et indication de la nature des rapports avec la partie liée, ainsi que toute autre information sur les transactions qui serait nécessaire pour obtenir une meilleure compréhension de la position financière de la société

Exercice

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC**LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ENTREPRISE SANS ÊTRE LIÉES À CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES**

Créances sur les personnes précitées

Conditions principales des créances, taux d'intérêt, durée, montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé

Garanties constituées en leur faveur

Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur

Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable

Aux administrateurs et gérants

Aux anciens administrateurs et anciens gérants

Codes	Exercice
9500	
9501	
9502	
9503	125.550,00
9504	

LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)

Emoluments du (des) commissaire(s)

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisoriale

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisoriale

Codes	Exercice
9505	24.000,00
95061	6.775,00
95062	
95063	
95081	
95082	
95083	

Mentions en application de l'article 133, paragraphe 6 du Code des sociétés

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS NON ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR**POUR CHAQUE CATÉGORIE D'INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS NON ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR**

Catégorie d'instruments financiers dérivés	Risque couvert	Spéculation / couverture	Volume	Exercice		Exercice précédent	
				Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES COMPTABILISÉES À UN MONTANT SUPÉRIEUR À LA JUSTE VALEUR**Montants des actifs pris isolément ou regroupés de manière adéquate**

Titres

Raison pour lesquelles la valeur comptable n'a pas été réduite

Eléments qui permettent de supposer que la valeur comptable sera recouvrée

Valeur comptable	Juste valeur
716.521,82	678.869,04

DÉCLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS**INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR LES ENTREPRISES SOUMISES AUX DISPOSITIONS DU CODE DES SOCIÉTÉS RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS**

~~L'entreprise établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion*~~

L'entreprise n'établit pas de comptes consolidés ni de rapport consolidé de gestion, parce qu'elle en est exemptée pour la (les) raison(s) suivante(s) *

L'entreprise et ses filiales ne dépassent pas, sur base consolidée, plus d'une des limites visées à l'article 16 du Code des sociétés *

L'entreprise ne possède que des entreprises filiales qui, eu égard à l'évaluation du patrimoine consolidé, de la position financière consolidée ou du résultat consolidé, ne présentent, tant individuellement que collectivement, qu'un intérêt négligeable? (article 110 du Code des sociétés)

L'entreprise est elle-même filiale d'une entreprise mère qui établit et publie des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation *

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, numéro d'entreprise de l'(des) entreprise(s) mère(s) et indication si cette (ces) entreprise(s) mère(s) établit (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation **:

Si l'(les) entreprise(s) mère(s) est (sont) de droit étranger, lieu où les comptes consolidés dont question ci-avant peuvent être obtenus **:

* Biffer la mention inutile.

** Si les comptes de l'entreprise sont consolidés à plusieurs niveaux, les renseignements sont donnés d'une part, pour l'ensemble le plus grand et d'autre part, pour l'ensemble le plus petit d'entreprises dont l'entreprise fait partie en tant que filiale et pour lequel des comptes consolidés sont établis et publiés.

RÈGLES D'ÉVALUATION

1. Principes généraux

Les règles d'évaluation sont établies conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés.

En vue d'assurer l'image fidèle, il a été dérogé aux règles d'évaluation prévues dans cet arrêté dans les cas exceptionnels suivants:

Ces dérogations se justifient comme suit:

Ces dérogations influencent de la façon suivante le patrimoine, la situation financière et le résultat avant impôts de l'entreprise:

Les règles d'évaluation ~~(ont)~~ (n'ont pas) été modifiées dans leur énoncé ou leur application par rapport à l'exercice précédent; dans l'affirmative, la modification concerne:

et influence ~~(positivement)~~ (négativement) le résultat de l'exercice avant impôts à concurrence de _____ EUR.

Le compte de résultats ~~(a)~~ (n'a pas) été influencé de façon importante par des produits ou des charges imputables à un exercice antérieur; dans l'affirmative, ces résultats concernent:

Les chiffres de l'exercice ne sont pas comparables à ceux de l'exercice précédent en raison du fait suivant:

(Pour que la comparaison soit possible, les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés sur les points suivants)

(Pour comparer les comptes des deux exercices, il faut tenir compte des éléments suivants):

A défaut de critères objectifs, l'estimation des risques prévisibles, des pertes éventuelles et des dépréciations mentionnés ci-dessous, est inévitablement aléatoire:

Autres informations requises pour que les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'entreprise:

2. Actifs immobilisés

Frais d'établissement:

Les frais d'établissement sont immédiatement pris en charge sauf les frais suivants qui sont portés à l'actif:

Frais de restructuration:

Au cours de l'exercice, des frais de restructuration ~~(ont)~~ (n'ont pas) été portés à l'actif; dans l'affirmative, cette inscription à l'actif se justifie comme suit:

Immobilisations incorporelles:

Le montant à l'actif des immobilisations incorporelles comprend _____ EUR de frais de recherche et de développement. La durée d'amortissement de ces frais et du goodwill (est) (n'est pas) supérieure à 5 ans; dans l'affirmative, cette durée se justifie comme suit:

Immobilisations corporelles:

Des immobilisations corporelles ~~(ont)~~ (n'ont pas) été réévaluées durant l'exercice; dans l'affirmative, cette réévaluation se justifie comme suit:

RÈGLES D'ÉVALUATION

Amortissements actés pendant l'exercice:

Actifs	Méthode L (linéaire) D (dégressive) A (autres)	Base NR (non-réévaluée) R (réévaluée)	Taux en %	
			Principal Min. - Max.	Frais accessoires Min. - Max.
1. Frais d'établissement				
2. Immobilisations incorporelles Immobilisations incorporelles	L	NR	20,00 - 33,33	20,00 - 33,33
3. Bâtiments* Bâtiments indust., admin. ou com	L	NR	3,00 - 10,00	3,00 - 10,00
4. Installations, machines et outillage* Instal., machines, outillage	L	NR	10,00 - 20,00	10,00 - 20,00
5. Matériel roulant* Matériel roulant	L	NR	12,50 - 20,00	12,50 - 20,00
6. Matériel de bureau et mobilier* Matériel de bureau et mobilier	L	NR	10,00 - 20,00	10,00 - 20,00
7. Autres immobilisations corporelles Autres immobilisations	L	NR	10,00 - 20,00	10,00 - 20,00

* Y compris les actifs détenus en location-financement; ceux-ci font, le cas échéant, l'objet d'une ligne distincte

Excédent des amortissements accélérés pratiqués, déductibles fiscalement, par rapport aux amortissements économiquement justifiés:

- montant pour l'exercice: EUR.
- montant cumulé pour les immobilisations acquises à partir de l'exercice prenant cours après le 31 décembre 1983: EUR

Immobilisations financières:

Des participations ~~(ont)~~ (n'ont pas) été réévaluées durant l'exercice; dans l'affirmative, cette réévaluation se justifie comme suit:

3. Actifs circulants

Stocks:

Les stocks sont évalués à leur **valeur d'acquisition** calculée selon la méthode (*à mentionner*) du prix moyen pondéré, Fifo, Lifo, d'individualisation du prix de chaque élément, ou à la **valeur de marché** si elle est inférieure:

1. Approvisionnements:
Fifo
2. En cours de fabrication - produits finis:
3. Marchandises:
Fifo
4. Immeubles destinés à la vente:
Valeur d'expertise non actualisée des plus-values éventuelles de réalisation

Fabrications

- Le coût de revient des fabrications (inclut) (n'inclut pas) les frais indirects de production.
- Le coût de revient des fabrications à plus d'un an (inclut) (n'inclut pas) des charges financières afférentes aux capitaux empruntés pour les financer.

En fin d'exercice, la valeur de marché du total des stocks dépasse d'environ % leur valeur comptable.
(Ce renseignement ne doit être mentionné que si l'écart est important).

Commandes en cours d'exécution:

Les commandes en cours sont évaluées au (coût de revient)
(coût de revient majoré d'une quotité du résultat selon l'avancement du travail).

RÈGLES D'ÉVALUATION

4. Passif

Dettes:

Le passif (~~comporte des~~) (ne comporte pas de) dettes à long terme, non productives d'intérêt ou assorties d'un taux d'intérêt anormalement faible: dans l'affirmative, ces dettes (font) (ne font pas) l'objet d'un escompte porté à l'actif.

Devises:

Les avoirs, dettes et engagements libellés en devises sont convertis en EUR sur les bases suivantes:

Les écarts de conversion des devises sont traités comme suit dans les comptes annuels:

Conventions de location-financement:

Pour les droits d'usage résultant de conventions de location-financement qui n'ont pas été portés à l'actif (*article 102, § 1er de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés*), les redevances et loyers relatifs aux locations-financements de biens immobiliers et afférents à l'exercice se sont élevés à: EUR.

BILAN SOCIAL

Numéros des commissions paritaires dont dépend l'entreprise:

ETAT DES PERSONNES OCCUPÉES**TRAVAILLEURS POUR LESQUELS L'ENTREPRISE A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL**

Au cours de l'exercice		Codes	Total	1. Hommes	2. Femmes
Nombre moyen de travailleurs					
Temps plein	1001	483,7	447,9	35,8	
Temps partiel	1002	11,1	8,0	3,1	
Total en équivalents temps plein (ETP)	1003	492,6	454,3	38,3	
Nombre d'heures effectivement prestées					
Temps plein	1011	687.810	638.992	48.818	
Temps partiel	1012	12.335	8.912	3.423	
Total	1013	700.145	647.904	52.241	
Frais de personnel					
Temps plein	1021	24.938.388,43	22.607.985,28	2.330.403,15	
Temps partiel	1022	1.013.892,64	592.713,60	421.179,04	
Total	1023	25.952.281,07	23.200.698,88	2.751.582,19	
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033	448.647,00	414.483,00	34.164,00	

Au cours de l'exercice précédent		Codes	P. Total	1P. Hommes	2P. Femmes
Nombre moyen de travailleurs en ETP	1003	487,4	451,0	36,4	
Nombre d'heures effectivement prestées	1013	705.819	652.285	53.534	
Frais de personnel	1023	25.159.177,24	22.693.647,83	2.465.529,41	
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033	419.099,89	386.731,21	32.368,68	

TRAVAILLEURS POUR LESQUELS L'ENTREPRISE A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL (suite)

	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
A la date de clôture de l'exercice				
Nombre de travailleurs	105	475	11	483,8
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	110	453	11	461,8
Contrat à durée déterminée	111	18		18,0
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	112			
Contrat de remplacement	113	4		4,0
Par sexe et niveau d'études				
Hommes	120	439	8	445,4
de niveau primaire	1200	104	2	105,6
de niveau secondaire	1201	311	4	314,2
de niveau supérieur non universitaire	1202	10	2	11,6
de niveau universitaire	1203	14		14,0
Femmes	121	36	3	38,4
de niveau primaire	1210			
de niveau secondaire	1211	17	2	18,6
de niveau supérieur non universitaire	1212	13	1	13,8
de niveau universitaire	1213	6		6,0
Par catégorie professionnelle				
Personnel de direction	130	3		3,0
Employés	134	74	4	77,2
Ouvriers	132	398	7	403,6
Autres	133			

PERSONNEL INTÉRIMAIRE ET PERSONNES MISES À LA DISPOSITION DE L'ENTREPRISE

Au cours de l'exercice		Codes	1. Personnel intérimaire	2. Personnes mises à la disposition de l'entreprise
Nombre moyen de personnes occupées		150	8,7	
Nombre d'heures effectivement prestées		151	17.162	
Frais pour l'entreprise		152	446.963,69	

TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE

ENTRÉES		Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
Nombre de travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice		205	57	1	57,4
Par type de contrat de travail					
Contrat à durée indéterminée		210	19		19,0
Contrat à durée déterminée		211	33	1	33,4
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini		212			
Contrat de remplacement		213	5		5,0

SORTIES		Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel au cours de l'exercice		305	43	1	43,4
Par type de contrat de travail					
Contrat à durée indéterminée		310	29		29,0
Contrat à durée déterminée		311	13	1	13,4
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini		312			
Contrat de remplacement		313	1		1,0
Par motif de fin de contrat					
Pension		340	4		4,0
Chômage avec complément d'entreprise		341			
Licenciement		342	3		3,0
Autre motif		343	36	1	36,4
Dont: le nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prester des services au profit de l'entreprise comme indépendants		350			

RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE

	Codes	Hommes	Codes	Femmes
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5801		5811	
Nombre d'heures de formation suivies	5802		5812	
Coût net pour l'entreprise	5803		5813	
dont coût brut directement lié aux formations	58031		58131	
dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs	58032		58132	
dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)	58033		58133	
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5821	69	5831	19
Nombre d'heures de formation suivies	5822	243.712	5832	64.384
Coût net pour l'entreprise	5823	116.212,90	5833	30.318,19
Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5841		5851	
Nombre d'heures de formation suivies	5842		5852	
Coût net pour l'entreprise	5843		5853	

I.C.D.I. SCRL

RAPPORT DU COMMISSAIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de la société I.C.D.I. (la "société"), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur l'audit des comptes annuels ainsi que notre rapport sur les autres obligations légales et réglementaires de communication incombant au commissaire. Ces rapports constituent un ensemble et sont inséparables.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'Assemblée générale du 22 juin 2016, conformément à la proposition de l'organe de gestion. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'Assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2018. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de la société I.C.D.I. durant 2 exercices consécutifs en ce compris celui-ci.

RAPPORT SUR L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la société, comprenant le bilan au 31 décembre 2017, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à € 89.243.659,37 et dont le compte de résultats se solde par une perte de l'exercice de € 38.673.051,84.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société au 31 décembre 2017, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section "Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



AUDIT | TAX | CONSULTING

RSM InterAudit is a member of the RSM network and trades as RSM. RSM is the trading name used by the members of the RSM Network. Each member of the RSM network is an independent accounting and consulting firm which practices in its own right. The RSM network is not itself a separate legal entity in any jurisdiction.

RSM InterAudit Scrl⁽¹⁾ - réviseurs d'entreprises - Siège social : chaussée de Waterloo 1151 - B 1180 Bruxelles
interaudit@rsmbelgium.be - TVA BE 0436 391 122 - RPM Bruxelles - ⁽²⁾ Société civile à forme commerciale

Member of RSM Toelen Cats Dupont Koevoets - Offices in Aalst, Antwerp, Brussels, Charleroi, Mons and Zaventem

Responsabilités de l'organe de gestion relatives aux comptes annuels

L'organe de gestion est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe de gestion d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe de gestion a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- ▶ nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- ▶ nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier ;
- ▶ nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe de gestion du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la société à cesser son exploitation ;
- ▶ nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons à l'organe de gestion notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

RAPPORT SUR LES AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES DE COMMUNICATION INCOMBANT AU COMMISSAIRE

Responsabilités de l'organe de gestion

L'organe de gestion est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion et des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des statuts de la société.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans ses aspects significatifs, le rapport de gestion et certains documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, de s'assurer du respect de certaines dispositions du Code des sociétés et des statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion

À l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice et a été établi conformément aux articles 95 et 96 du Code des sociétés.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur le rapport de gestion.

Mention relative au bilan social

Le bilan social, à déposer à la Banque nationale de Belgique conformément à l'article 100, § 1er, 6°/2 du Code des sociétés, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par ce Code, et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans le cadre de notre mandat.

Mentions relatives à l'indépendance

- ▶ Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et sont restés indépendants vis-à-vis de la société au cours de notre mandat.
- ▶ Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes annuels visées à l'article 134 du Code des sociétés ont correctement été ventilés et valorisés dans l'annexe des comptes annuels.



Autres mentions

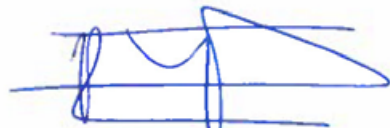
- ▶ Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- ▶ La répartition des résultats proposée à l'Assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- ▶ Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés.

Gosselies, 15 mai 2018

RSM INTERAUDIT SCRL
COMMISSAIRE
REPRÉSENTÉE PAR



CATHERINE SAEY,
ASSOCIÉE



THIERRY LEJUSTE,
ASSOCIÉ

Liste des adjudicataires

Marché	Marché	Mode de passation	Adjudicataire	Estimation annuelle HTVA
2016-006	Financement de la modernisation de l'unité de valorisation énergétique avec périodes de prélèvements	AOO	BNP Paribas Fortis	€ 74.500.000
2016-038	Fourniture d'un chargeur sur pneus de l'ordre de +/- 26 tonnes au sol à vide tout équipé	AOO	VCM BELGIUM S.A.	€ 302.500,00
2016-042	Assistance en mécanique de précision y compris l'intervention en urgence sur le site de pont de loup	AOO	CMI Maintenance Hainaut S.A.	€ 338.800
2016-043	Marché public de services pour le transport, le traitement et la valorisation des mâchefers d'incinération d'ordures ménagères de l'Unité de Valorisation Energétique de l'ICDI à Pont-de-Loup.	AOO	Suez Treatment & Recycling	€ 1.996.500,00
2016-044	Marché public de services pour le contrôle réglementaire des équipements	AO	BTV VZW/ASBL	€ 121.000
2016-049	Fournitures de bureau	PNSP	DEROANNE s.a.	€ 96.800,00
2016-050	Assistance en montage et soudage y compris l'intervention en urgence sur le site de Pont-de-Loup	AOO	Technical Maintenance Services	€ 459.800
2016-052	Transport par camion des conteneurs des parcs de recyclage de l'ICDI vers des filières appropriées	AOO	COGETRINA s.a.	€ 529.001,11
2017/345	Création de nouvelles aires de stockages Travaux de voiries, d'égouttages et aménagements divers	PNDAPP	WANTY	€ 508.200
2017-001	Assistance en travaux de soudure pour des interventions occasionnelles sur chaudière et leurs circuits annexes y compris l'appel en urgence sur le site de l'UVE	AOO	LEPAGE FRERES S.A.	€ 580.800,00
2017-002	Marché public de services pour l'acquisition et le recyclage de déchets plastiques : pots de repiquages, films plastiques (PE) et EPS (frigorite) provenant des recyparcs de l'ICDI et pour la livraison de sacs.	AOO	POWER PACK s.a.	€ 184.094,24
2017-003	Gestion complète des conteneurs à puce (en ce compris leur distribution) destinés à la collecte de déchets ménagers résiduels et de déchets organiques	AOO	D&C SA	€ 2.302.630,00
2017-004	Marché Public de services pour l'acquisition et le recyclage de déchets de verre creux provenant de collectes sélectives	AOO	MINERALE S.A.	€ 384.175
2017-005	L'Entretien annuel des cabines à haute tension, la Mise en conformité des installations électriques suivant le rapport des organismes agréés, la Réalisation de travaux d'électricité dans les bâtiments ICDI et la réparation des installations électriques	AOO	ETABLISSEMENTS BIUSO SA	€ 242.000,00

Marché	Marché	Mode de passation	Adjudicataire	Estimation annuelle HTVA
2017-006	Transport par camion des conteneurs des recyparcs de l'ICDI vers des filières appropriées.	PNSP	VANHEEDE Environmental Logistics	€ 96.800
2017-007	Catering pour salles de réunion	PNSP	DELHAIZE Frères & Cie "Le Lion	€ 24.200,00
2017-008	Boissons pour salle de réunion	PNSP	Brasserie Brouta	€ 42.350
2017-009	Sanswichts pour réunions	PNSP	Smiley	€ 14.520,00
2017-011	Fourniture et montage d'un camion benne collecteur de verre 19 tonnes	AOO	ABT CY s.a.	€ 175.450
2017-012	Marché Public pour la fourniture d'une camionnette	PNSP	RENAULT VI BELGIUM s.a.	€ 39.930,00
2017-013	Fourniture de sacs de petit volume (environ 40 litres) pour ordures ménagères	PNSP	JEMACO	€ 96.800
2017-014	Marché public de services pour l'acquisition et le recyclage de déchets plastiques : pots de repiquages, films plastiques (PE) et EPS (frigo-lite) provenant des recyparcs de l'ICDI.	PNSP	SUEZ; COGETRINA s.a.; VAN GANSEWINKEL SA	€ 69.066,80
2017-015	Mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage relative à la construction d'une unité de prétraitement de la partie fermentescible des ordures ménagères ainsi qu'à l'installation d'une infrastructure de broyage des encombrants au niveau de l'usine de Pont-de-Loup.	PO	Europe Tian Ying SPRL	€ 266.200
2017-016	Mission d'assistance à l'intégration et l'opérationnalisation des activités de propreté publique au sein de l'intercommunale de collecte et de valorisation des déchets de la région de Charleroi	PNDAP	ERNST & YOUNG	€ 121.000,00
2017-017	Location et entretien vêtements de travail	AOO	Elis Hades SA	€ 338.800
2017-018	Le traitement des déchets d'asbeste-ciment.	PNSP	CETB. S.A.	€ 372.680,00
2017-019	Accord cadre de partenariat d'interconnexion en réseau des sites de l'intercommunale.	AOO	ULYSSE Group S.A;	€ 350.000
2017-020	Fourniture de big bag de 1m ³ et de big bag pour conteneurs de 10m ³ destinés aux déchets d'asbeste-ciment	PNSPP	SUEZ R&R Wallonie	€ 78.650,00
2017-021	Remplacement du coude et du registre d'entrée du quench de la ligne 2	PNSP	Technical Maintenance Services	€ 93.170
2017-023	Fourniture d'une camionnette équipée d'une benne basculante et d'un hayon élévateur	PNSP	RENAULT VI BELGIUM s.a.	€ 50.820,00
2017-026	Marché de service postal	PNSP	NET EXPRESS SPRL	€ 96.800
2017-027	L'étude VRD et la coordination sécurité et santé pour la construction d'un recyparc ICDI en zone est Farciennes / Aiseau-Presles / Chatelet sis rue Sifride Demoulin, 6240 Farciennes	PNSP	BECI - SNC Monier et cie	€ 59.290,00

Marché	Marché	Mode de passation	Adjudicataire	Estimation annuelle HTVA
2017-028	Marché de location assorti d'un contrat de « full service » pour l'entretien, la réparation et le remplacement de mini balayeuses.	AOO	HAKO Belgium	€ 1.331.000
2017-029	Marché public de services pour l'acquisition et le recyclage de petits déchets de plastiques mixtes	PO	ECO-OH! RECYCLING NV	€ 774.400,00
2017-030	Accord-cadre de partenariat pour produits et services en technologie de l'information	PO	Econocom Products & Solutions S.A.	€ 968.000
2017-031	la création de la nouvelle marque ICDI et de son identité visuelle avec accompagnement stratégique et graphique.	PNSPP	Minale Design Strategy	€ 96.800,00
2017-033	Mission de consultance en matière de vidéosurveillance et de protection des biens et des personnes	PNDAPP	EXPERTISE & SECURITY CONSULTANTS SPRL	€ 157.300
2017-034	La réalisation de formations pour tout le personnel de l'ICDI	PNSPP	FACT TRAINING CENTER	€ 121.000
2017-035	Mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage relative à la création et à la maintenance d'un nouveau réseau de chaleur au départ de l'unité de valorisation énergétique de l'ICDI localisée à Pont-de-Loup	PO	Bureau d'Experts Ph. Deplasse	€ 363.000
2017-036	fourniture de conteneurs de différentes capacités destinés à l' I.C.D.I.	PO	SSI SCHAFFER NV ; PLASTIC OMNIUM SA	€ 2.105.400
2017-038	La couverture de trois loges de stockages en blocs de béton empilés sur le site de Couillet de l'ICDI.	PO	ATELIERS JLM s.p.r.l.	€ 121.000
2017-041	Désignation d'un service externe de prévention et de protection au travail pour l'ICDI.	PNDAPP	SPMT-ARISTA ASBL	€ 435.600
2017-043	Location de modules préfabriqués	PNSPP	DEGOTTE UNITS S.A.	€ 145.200
2017-044	Acquisition de quatre aspirateurs électriques de déchets urbains et leur maintenance annuelle durant 4 ans	PNSPP	Glutton Cleaning Machines	€ 121.000,00
2017-045	Ventes de métaux	PNSPP	Cometsambre	€ 106.300
V2017-001	Zones de stockage en blocs de beton empilables	PNSP	Masterbloc SA Betonagglomeraten Gubbels	€ 100.430,00
V2017-002	Travaux de remplacement des luminaires intérieurs et extérieurs du centre de tri Valtris	PNDAP	ETABLISSEMENTS BIUSO SA	€ 96.800
V2017-003	Bureau d'étude collaborant "ingénieur-conseil - VRD , stabilité" et coordination sécurité et santé.	PNSP	BECI - SNC Monier et cie	€ 18.150,00

Rapport de gestion
Exercice 2017

Pour tout renseignement
0800 94 234

Le rapport est téléchargeable
sur le site
www.tibi.be

Tibi
Rue du Déversoir, 1
6010 Couillet